

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2022-2023

14 DÉCEMBRE 2022

Proposition de résolution relative à la création d'un tribunal de guerre spécial près la Cour pénale internationale de La Haye chargé de juger les crimes de guerre russes en Ukraine

(Déposée par Mme Els Ampe et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

I. INTRODUCTION

A. Situation depuis l'invasion russe de l'Ukraine

À partir de la fin mars 2022, à mesure que les troupes russes étaient repoussées du nord de l'Ukraine, la nature des atrocités commises lors des semaines et mois précédents dans les villes et villages d'Ukraine s'est révélée de plus en plus clairement. Dans les régions reconquises par l'Ukraine, on découvrit des fosses communes renfermant en grande partie les corps de victimes civiles. En avril 2022, une fosse commune de 458 civils ukrainiens fut mise au jour à Boutcha, près de la capitale Kiev. En septembre, un autre charnier fut découvert à Izioum, duquel on exhumait 450 corps de victimes ukrainiennes (1). Il s'agit d'une violation du droit de la guerre.

Ces crimes de guerre ont attiré l'attention de la communauté internationale. Début mars 2022, la Cour pénale internationale (CPI) de La Haye a annoncé qu'elle allait examiner si des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou un génocide avaient été commis en Ukraine. Les Nations unies (ONU) et des organisations de défense des droits humains, dont *Amnesty*

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2022-2023

14 DECEMBER 2022

Voorstel van resolutie met betrekking tot de oprichting van een bijzonder oorlogstribunaal bij het Internationaal Strafhof in Den Haag voor de Russische oorlogsmisdaden in Oekraïne

(Ingediend door mevrouw Els Ampe c.s.)

TOELICHTING

I. INLEIDING

A. Stand van zaken sinds de Russische invasie in Oekraïne

Sinds eind maart 2022, toen de Russische troepen steeds verder uit het noorden van Oekraïne werden teruggedrongen, werd steeds duidelijker welke gruwel de voorbije weken en maanden in de dorpen en steden in Oekraïne had plaatsgevonden. In de door Oekraïne heroverde gebieden werden massagraven ontdekt, waaronder veelal burgerlijke slachtoffers zijn te betreuren. In april 2022 werd in Boetsja, dicht bij de hoofdstad Kiev, een massagraf ontdekt waarin 458 lichamen van Oekraïense burgers werden teruggevonden. In september werd opnieuw een massagraf ontdekt, deze keer in Izjoem. Hier werden 450 lijken van Oekraïners teruggevonden (1). Dit is een schending van het oorlogsrecht.

De oorlogsmisdaden trokken de aandacht van de internationale gemeenschap. Begin maart 2022 kondigde het Internationaal Strafhof (*International Criminal Court – ICC*) in Den Haag aan dat het zal onderzoeken of in Oekraïne oorlogsmisdaden, misdaden tegen de mensheid of genocide is begaan. De Verenigde Naties (VN) en mensenrechtenorganisaties, waaronder *Amnesty*

(1) <https://businessam.be/izioem-massagraf-russische-gruwel/>.

(1) <https://businessam.be/izioem-massagraf-russische-gruwel/>.

International, ont aussi ouvert des enquêtes visant à identifier ces crimes de guerre. Eurojust a également été associée à l'enquête de la Cour pénale internationale. En outre, plusieurs États membres de l'Union européenne (UE), dont notre pays, ont lancé une enquête nationale et mis sur pied une équipe d'enquête commune qui se concentre sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés par des soldats russes en Ukraine. Le ministère public ukrainien recense jusqu'à présent plus de 29 000 signalements de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Les enquêtes menées par l'ONU et *Amnesty International* documentent les attaques, tortures et meurtres commis à l'encontre de civils ukrainiens par les militaires russes. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, les militaires et paramilitaires russes ont fait plus de 16 000 victimes parmi les civils ukrainiens (2). L'armée russe mène de nombreuses attaques aériennes, en utilisant parfois des armes à sous-munitions (3).

Outre les attaques directes, il est question de déplacements forcés et de déportations de civils ukrainiens dans les régions occupées par la Russie. Début septembre, l'ambassadeur américain au Conseil de sécurité des Nations unies rapportait qu'une politique de déportation massive avait été lancée dans les régions occupées par la Russie en Ukraine, ayant entraîné la déportation de 900 000 à 1,6 million d'Ukrainiens vers des zones isolées en Russie. Cette accusation a été portée lors d'une réunion du Conseil de sécurité, tenue à l'initiative des États-Unis et de l'Albanie afin de se pencher sur les «opérations de filtration» auxquelles se livre la Russie.

Concrètement, les Ukrainiens qui fuient volontairement la guerre dans leur pays et ceux qui sont transférés de force en Russie doivent passer par une série de «camps de filtration», dans lesquels ils subissent des traitements qui, selon les témoignages, vont de l'interrogatoire et de la récolte de données à la torture en passant par la déportation forcée vers des centres de détention en Russie où ils sont toujours portés disparus à ce jour. L'objectif prétendu de ces opérations est d'identifier des personnes que la Russie considère comme dangereuses. D'autres récits sont encore plus poignants, ceux des milliers d'enfants ukrainiens séparés de leur famille pour être emmenés dans des camps de rééducation ou proposés à l'adoption.

(2) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b0281_proposition-resolution.

(3) <https://www.hrw.org/fr/news/2022/08/25/armes-sous-munitons-les-attaques-russes-font-de-plus-en-plus-de-victimes-civiles>.

International, ont aussi ouvert des enquêtes visant à identifier ces crimes de guerre. Eurojust a également été associée à l'enquête de la Cour pénale internationale. En outre, plusieurs États membres de l'Union européenne (UE), dont notre pays, ont lancé une enquête nationale et mis sur pied une équipe d'enquête commune qui se concentre sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité perpétrés par des soldats russes en Ukraine. Le ministère public ukrainien recense jusqu'à présent plus de 29 000 signalements de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

De l'enquête menée par l'ONU et *Amnesty International* documentent les attaques, tortures et meurtres commis à l'encontre de civils ukrainiens par les militaires russes. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022, les militaires et paramilitaires russes ont fait plus de 16 000 victimes parmi les civils ukrainiens (2). L'armée russe mène de nombreuses attaques aériennes, en utilisant parfois des armes à sous-munitions (3).

Naast de rechtstreekse aanvallen is er sprake van gedwongen verplaatsingen en deportaties van Oekraïense burgers in bezette Russische gebieden. De Amerikaanse ambassadeur bij de VN-Veiligheidsraad meldde begin september dat er in de Russische bezette gebieden in Oekraïne een massaal deportatiebeleid werd ingevoerd waarbij tussen de 900 000 en 1,6 miljoen Oekraïners naar geïsoleerde gebieden in Rusland werden gedeporteerd. De aanklacht kwam tijdens een vergadering van de Veiligheidsraad die door de Verenigde Staten en Albanië werd gehouden om de «filteroperaties» van Rusland te bespreken.

Dat houdt concreet in dat Oekraïners die vrijwillig de oorlog in hun vaderland ontvluchten en degenen die onder dwang naar Rusland worden overgebracht, langs een reeks «filtratiepunten» moeten gaan waar de behandeling naar verluidt varieert van ondervragingen en gegevensverzameling tot martelingen of het onder dwang verplaatsen van personen naar detentiecentra in Rusland, waar ze vooralsnog vermist blijven. Het gepretendeerde doel van deze operaties is om personen te identificeren die Rusland als een gevaar ziet. Nog schrijnender zijn de verhalen van duizenden Oekraïense kinderen die op die manier van hun families gescheiden worden en naar heropvoedingskampen gebracht of ter adoptie aangeboden worden.

(2) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/l16b0281_proposition-resolution.

(3) <https://www.hrw.org/news/2022/08/25/growing-civilian-toll-russian-cluster-munition-attacks>.

Le 23 septembre 2022, la Russie a organisé des simulacres de référendums portant sur l'annexion de quatre régions de l'est de l'Ukraine, à savoir Louhansk, Donetsk, Kherson et Zaporijja. Le vote sur l'annexion à la Russie a été organisé à la hâte, après que l'Ukraine a reconquis de grandes parties du nord-est du pays dans une contre-offensive. En rattachant les quatre régions, Moscou pourrait dépeindre les attaques ukrainiennes visant à récupérer ces régions comme des attaques contre la Russie, ce qui pourrait même justifier une riposte nucléaire.

La Russie reçoit l'appui de la Biélorussie, mais aussi de l'Iran qui livre des drones. Il s'agit de drones de type *Mohajer-6s*, ainsi que de modèles *Shahed-136s* que l'on appelle «drones kamikazes» dans les médias. Ces derniers sont bourrés d'explosifs qui détonent à l'impact, détruisant au passage le drone même. Ces drones ont une portée de 2 500 kilomètres.

La Russie commande ces armes pour compenser ses énormes pertes en équipement militaire depuis le début de l'invasion (4). L'Iran envoie aussi des formateurs vers les territoires ukrainiens occupés pour aider les Russes à résoudre les problèmes liés à la flotte de drones qu'ils ont achetés à Téhéran. Ces formateurs font partie de la Garde révolutionnaire islamique, une branche de l'armée iranienne que les États-Unis qualifient d'organisation terroriste. Si la Russie nie toujours l'apport de l'Iran, les drones employés par les troupes russes ont déjà été identifiés comme des modèles iraniens. L'Iran, de son côté, dément aussi tout lien avec les drones utilisés dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine.

La situation est tendue, certainement depuis que l'état de siège a été décrété le 19 octobre 2022 dans les quatre provinces ukrainiennes annexées, renforçant le pouvoir des militaires et limitant les libertés des citoyens. Il s'agit en quelque sorte d'une légalisation des règles qui existaient déjà en réalité dans ces régions et qui sont désormais formalisées à la suite de l'annexion et appliquées en vertu du droit russe.

Une escalade est encore possible en raison des tensions autour de la centrale nucléaire de Zaporijja, occupée par des troupes russes depuis mars 2022. À la mi-septembre 2022, la centrale nucléaire a perdu la connexion principale avec le réseau électrique après de nouveaux bombardements dans la zone. Une interruption totale de l'approvisionnement électrique dans la centrale pourrait

Op 23 september 2022 organiseerde Rusland schijn-referenda over de annexatie van vier oostelijke regio's in Oekraïne, namelijk Luhansk, Donetsk, Kherson en Zaporizja. De stemming over de aansluiting bij Rusland werd inderhaast georganiseerd nadat Oekraïne eerder in een tegenoffensief grote delen van het noordoosten heroverde. Door de vier gebieden erbij te betrekken, zou Moskou Oekraïense aanvallen op deze gebieden om ze te heroveren, kunnen aftekenen als een aanval op Rusland zelf, wat zelfs een nucleaire reactie zou kunnen rechtvaardigen.

Rusland krijgt, naast Wit-Rusland, ook bijstand van Iran door middel van drones. Het zou respectievelijk gaan om *Mohajer-6s* en *Shahed-136s*; het tweede type wordt in de media beschouwd als «kamikaze drones». Zulke drones zitten vol met explosieven die bij de impact ontploffen waarbij de drone zelf ook wordt vernietigd. De drones hebben een reikwijdte van 2 500 kilometer.

Rusland bestelt deze wapens om de enorme verliezen aan de Russische militaire uitrusting sinds het begin van de invasie te compenseren (4). Iran stuurt ook trainers naar door Rusland bezet Oekraïne om de Russen te helpen met problemen aan de vloot van drones die zij van Teheran hebben gekocht. De trainers zijn van de Islamitische Revolutionaire Garde, een tak van het Iraanse leger die door de Verenigde Staten als terroristische organisatie wordt bestempeld. Rusland ontkennt op dit moment de inbreng van Iran, maar de drones die gebruikt worden door de Russische troepen zijn reeds als Iraans geïdentificeerd. Iran ontkennt op zijn beurt ook elke band met de drones die in het conflict tussen Rusland en Oekraïne gebruikt worden.

De situatie is gespannen, al zeker sinds de afkondiging van de staat van beleg op 19 oktober 2022 in de vier geannexeerde provincies in Oekraïne. De macht van de militairen wordt op die manier versterkt en de vrijheden van de burgers ingeperkt. Het is een soort legalisering van de regels die eigenlijk al in die regio's bestonden en nu na de annexatie geformaliseerd worden en volgens het Russische recht uitgevoerd worden.

Het kan verder escaleren door de gespannen situatie rond de kerncentrale van Zaporizja, die sinds maart 2022 wordt bezet door Russische troepen. Midden september 2022 verloor de kerncentrale de hoofdverbinding met het energienetwerk na nieuwe bombardementen in het gebied. Een totale onderbreking van de stroomvoorziening in de centrale kan leiden tot oververhitting van de

(4) <https://www.volkskrant.nl/nieuws-achtergrond/waarom-gebruikt-rusland-geen-eigen-drones-maar-iraanse-dit-is-wat-we-weten-over-het-droneprogramma-van-iran-be931783/>.

(4) <https://www.volkskrant.nl/nieuws-achtergrond/waarom-gebruikt-rusland-geen-eigen-drones-maar-iraanse-dit-is-wat-we-weten-over-het-droneprogramma-van-iran-be931783/>.

entraîner une surchauffe des installations. Quelques jours plus tard, la centrale nucléaire a été complètement mise à l'arrêt par crainte d'une nouvelle catastrophe nucléaire.

L'énergie est une arme pour le président russe Vladimir Poutine. Il la manie, entre autres, en coupant quasiment l'approvisionnement en gaz de l'Europe – ce qui a provoqué une hausse spectaculaire des prix de l'énergie –, mais aussi en attaquant directement les centrales énergétiques en Ukraine. Comme à l'égard de l'Europe, son but est de saper la détermination du peuple ukrainien (5). Le président ukrainien Volodymyr Zelensky déclarait déjà à la mi-octobre que 30 % des centrales électriques du pays avaient été détruites (6).

B. Constatations

Après que les troupes russes furent boudées hors de la région de Kiev au début du mois d'avril, des troupes ukrainiennes, des observateurs des droits de l'homme ainsi que des journalistes sont entrés dans les zones qui avaient été isolées du reste de l'Ukraine pendant plus d'un mois. D'autres villes et régions de l'est de l'Ukraine ont aussi été libérées de l'armée russe ultérieurement.

Les nombreuses indications recueillies dans ces régions auprès de victimes et de témoins peuvent attester que la Russie s'est rendue coupable de crimes de guerre en tous genres. Les principaux faits sont énumérés ci-après.

1) Attaques arbitraires et attaques visant des cibles civiles

La Russie a délibérément pointé ses armes sur des sites civils tels que des gares ferroviaires, des immeubles d'appartements, des écoles (maternelles), des centres commerciaux, des garages, des théâtres, etc. La plupart des victimes civiles sont mortes dans des attaques de missiles ou d'autres explosifs. Sur les toits des bâtiments ou sur les pare-brise des voitures, le mot «enfants» avait été écrit en grandes lettres en ukrainien, pour bien montrer qu'il n'y avait pas d'unités militaires à ces endroits.

À Saltivka, dans la province de Kharkiv, la présence de petits cratères a pu être observée sur plusieurs véhicules ainsi que dans une école maternelle à proximité. Ils sont dus à l'emploi d'armes et de bombes à sous-munitons. Un rapport du «Cluster Munition Monitor» montre que

(5) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/10/20/oekraine-stroomonderbrekingen/>.

(6) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/10/18/oekraine-opnieuw-explosies-gehoord-in-kiev-energie/>.

installations. Enkele jours plus tard, uit vrees voor een nieuwe kernramp, werd de kerncentrale volledig stilgelegd.

Energie is een wapen voor de Russische president Vladimir Poetin. Naast onder andere het zo goed als dichtdraaien van de gaskraan richting Europa, waardoor de energieprijzen enorm zijn gestegen, valt hij ook in Oekraïne zelf energiecentrales aan. Hij hoopt hiermee, net zoals voor Europa, de wil van het Oekraïense volk te breken (5). Midden oktober verklaarde Oekraïens president Volodimir Zelenski al dat 30 % van hun elektriciteitscentrales vernield waren (6).

B. Vaststellingen

Nadat de Russische troepen begin april uit het gebied rond Kiev werden teruggedreven, trokken Oekraïense troepen, mensenrechtenobservatoren en journalisten de gebieden binnen die meer dan een maand van de rest van Oekraïne waren afgesloten. Later werden ook andere steden en regio's in het oosten van Oekraïne bevrijd van het Russische leger.

Men trof in die gebieden veel aanwijzingen van slachtoffers en getuigen aan die konden aangeven dat Rusland zich schuldig maakte aan allerhande oorlogsmisdaden. De belangrijkste feiten staan hieronder opgesomd:

1) Willekeurige aanvallen en gerichte aanvallen op burgerdoelen

Rusland richtte zijn wapens intentioneel op burgerlocaties, zoals treinstations, flatgebouwen, (kleuter)scholen, winkelcentra, garages, theaters, enz. De meeste burgerslachtoffers vielen door raketaanvallen en andere explosieven. Op daken van gebouwen of op de voorruit van auto's werd in het Oekraïens in grote letters het woord «kinderen» geschreven om duidelijk te maken dat er geen militaire eenheden zaten.

In Saltivka, in de provincie Charkov, vertonen verschillende auto's en een kleuterschool in de buurt verschillende kleine gaatjes. Deze kleine gaatjes zijn het gevolg van het gebruik van clusterbommen en clusterbommen. Uit een rapport van de *Cluster Munition Monitor* blijkt

(5) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/10/20/oekraine-stroomonderbrekingen/>.

(6) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/10/18/oekraine-opnieuw-explosies-gehoord-in-kiev-energie/>.

depuis le début de la guerre en Ukraine, près de sept cents civils ont été tués ou blessés dans des attaques aux armes à sous-munitions (7). Celles-ci sont responsables de la mort de nombreux civils et détruisent en outre des bâtiments voisins comme des hôpitaux, des immeubles d'appartements, des maisons, des usines et des écoles. Au total, près de cinq cents écoles, plus de cent hôpitaux et près de mille maisons ont été endommagés ou détruits depuis le début de la guerre.

À Mariupol, de nombreuses attaques ont été perpétrées contre des bâtiments civils. Ainsi, l'attaque contre le théâtre régional académique de Donetsk, le 16 mars 2022, est reconnue comme étant l'attaque la plus meurtrière contre des civils à ce jour, avec au moins six cents victimes civiles.

Le théâtre servait d'abri aux civils et près de mille deux cents personnes s'y étaient réfugiées. Une enquête menée par l'agence de presse américaine *Associated Press* (AP) comporte un schéma en trois dimensions montrant l'endroit où les civils s'étaient réfugiés ainsi que le point d'impact du missile.

Près d'une semaine avant le bombardement, le décorateur du théâtre avait écrit à la peinture blanche le mot «enfants» en lettres géantes sur le trottoir à l'extérieur, dans l'espoir de réduire le risque d'attaque aérienne. Ce mot était écrit devant les deux entrées, situées respectivement à l'avant et à l'arrière du bâtiment, et les lettres étaient suffisamment grandes pour pouvoir être lues même depuis un satellite.

Une semaine avant l'attaque du théâtre, l'hôpital pour enfants de Mariupol avait été bombardé, si bien que des femmes enceintes avaient trouvé refuge dans le théâtre. Elles occupaient le deuxième étage.

Plusieurs témoins racontent ce qu'ils ont vécu ce jour-là. Un riverain s'est rendu au théâtre après l'attaque. Il y avait de nombreux morts dans la rue, tous des victimes civiles. Près de la cuisine, qui se trouvait à l'extérieur, il y avait une centaine de personnes. Aucune n'a survécu à l'attaque. Une femme, formée aux premiers secours, a vu des corps démembrés, des membres sectionnés ou dont les os saillaient. Elle a indiqué que de nombreuses personnes sont mortes quelque temps plus tard ou sont décédées sur place parce qu'il n'y avait pas d'hôpital suffisamment opérationnel à proximité. Ceux qui ont survécu à l'attaque ont subi de lourdes pertes, déplorant la mort d'animaux de compagnie, d'enfants, de partenaires, de parents, de grands-parents.

(7) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/08/25/689-doden-door-clustermunitie-in-oekraïne/>.

dat sinds het begin van de oorlog in Oekraïne bijna zevenhonderd burgers gedood of gewond zijn geraakt bij aanvallen met clusterbommen (7). Op die manier vielen veel burgerslachtoffers. Daarnaast worden zo nabijge gebouwen zoals ziekenhuizen, flatgebouwen, huizen, fabrieken en scholen verwoest. In totaal zijn bijna vijfhonderd scholen, meer dan honderd ziekenhuizen en bijna duizend huizen beschadigd of verwoest sinds het begin van de oorlog.

In Mariupol zijn er veel aanslagen gepleegd op burgerlijke gebouwen. Zo staat de aanval op het Donetsk Academic Regional Drama Theater op 16 maart 2022 bekend als de dodelijkste aanval op burgers tot nu toe, met zeker zeshonderd burgerslachtoffers.

Het theater diende als schuilkelder waar tot 1.200 burgers zich schuil hielden. In het onderzoek van *Associated Press* (AP), een Amerikaanse persbureau, is een 3D constructie opgemaakt van waar de burgers zich schuil hielden en waar de *strike area* was.

Ongeveer een week voor het bombardement schreef de decorontwerper van het theater met witte verf het woord «kinderen» in grote letters op de stoep buiten, in de hoop een aanval van bovenaf af te wenden. Dit woord werd aan zowel de voor- als achteringang geschreven en de letters waren groot genoeg om zelfs vanuit een satelliet gelezen te kunnen worden.

Een week voor de aanslag op het theater, werd het kinderziekenhuis in Mariupol gebombardeerd waarna zwangere vrouwen hun toevlucht zochten in het theater. Zij hadden plaats gekregen op de tweede verdieping.

Meerdere getuigen vertellen hun verhaal over die bewuste dag. Een man die dicht bij het theater woont, ging na de aanval richting het theater. Daar trof hij vele doden op straat aan, allen burgerslachtoffers. De keuken bevond zich buiten, waar ongeveer honderd mensen stonden. Niemand daar overleefde de aanval. Een vrouw, getraind in eerste hulp, werd geconfronteerd met lichamen zonder ledematen, uitstekende botten of afgerukte ledematen. Ook zij getuigde dat er velen achteraf of ter plekke stierven omdat er geen goed functionerend ziekenhuis in de buurt was. Degenen die de aanval overleefd betreuren grote verliezen: huisdieren, kinderen, partners, ouders, grootouders die zijn overleden.

(7) <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2022/08/25/689-doden-door-clustermunitie-in-oekraïne/>.

En raison du chaos ambiant, il était impossible de déterminer le nombre exact de morts, mais grâce aux vidéos et aux photos de témoins, on estime qu'il y a eu près de six cents victimes civiles.

La Russie mène des attaques délibérées contre des hôpitaux, qui n'épargnent personne, pas même les enfants. Le 9 mars 2022, un hôpital pour enfants et une maternité à Marioupol ont été bombardés. Dix-sept personnes ont été blessées et plusieurs enfants ont été ensevelis sous les décombres. Les dégâts étaient considérables et de nombreuses images montraient des policiers et des soldats ukrainiens évacuant des femmes enceintes ensanglantées sur des civières. L'attaque contre l'hôpital pour enfants a eu lieu pendant un cessez-le-feu convenu entre les parties. Les bâtiments et les voitures qui se trouvaient à proximité ont été brûlés et détruits. L'attaque a laissé un cratère géant près de l'hôpital.

Ce n'est pas la première fois que la Russie se rend coupable de frappes aériennes sur des hôpitaux. Depuis que la Russie a lancé sa campagne de bombardement en Syrie le 30 septembre 2015, plusieurs médias ont signalé que des avions de combat russes menaient des frappes aériennes sur des hôpitaux. En octobre 2015, un avion de combat russe a attaqué un site médical à Sarmin. Quelques mois plus tard, en février 2016, un hôpital pour enfants à Azaz fut l'objet d'une attaque perpétrée par les Russes. Derrière de tels actes, il y a donc une volonté de semer systématiquement la terreur (8).

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) considère ces attaques comme des crimes de guerre. Le droit international de la guerre interdit d'attaquer délibérément des civils et des bâtiments civils pendant une guerre. Il y a un seul cas dans lequel les hôpitaux peuvent perdre leur statut de bâtiments civils protégés: si ces hôpitaux sont utilisés à des fins militaires. Cela n'était le cas nulle part.

2) Mauvais traitements, torture et meurtre délibéré de civils

Dans la petite ville de Boutcha, les Russes ont mené une campagne de terreur durant un mois. Lorsqu'ils se sont finalement retirés en avril, ils ont laissé derrière eux une ville dévastée, avec des rues jonchées de cadavres de civils. Mais l'horreur ne s'est pas cantonnée aux espaces publics: des cadavres ont aussi été découverts dans des maisons et arrière-cours. Beaucoup de ces victimes avaient reçu une balle dans la tête et certaines avaient les mains liées derrière le dos. Plusieurs témoins

Door de puinhoop was in het begin niet duidelijk hoeveel doden er waren gevallen, maar dankzij video's en foto's van getuigen, waren er naar schatting ongeveer zeshonderd burgerlijke slachtoffers.

Rusland voert bewuste aanvallen uit op ziekenhuizen, ook kinderen worden hierbij niet ontzien. Op 9 maart 2022 werden een kinderziekenhuis en een kraamafdeling in Mariupol gebombardeerd. Hierbij raakten zeventien mensen gewond en kinderen raakten gevangen onder het puin. De schade was gigantisch en op veel beelden is te zien hoe de Oekraïense politie en soldaten zwangere en bebloede vrouwen op een brancard evacueerden. De aanval op het kinderziekenhuis gebeurde tijdens een overeen gekomen staakt-het-vuren. De gebouwen en de auto's in de buurt zijn uitgebrand en verwoest. Naast het ziekenhuis was er ook een gigantische krater van de inslag.

Het is niet de eerste keer dat Rusland zich schuldig maakt aan luchtaanvallen op ziekenhuizen. Sinds Rusland op 30 september 2015 in Syrië aan zijn bombardementscampagne begon, meldden diverse media dat Russische gevechtsvliegtuigen met hun luchtaanvallen ziekenhuizen troffen. In oktober 2015 viel een Russisch gevechtsvliegtuig een medische vestiging in Sarmin aan. Maanden later, in februari 2016, werd een kinderziekenhuis in Azaz geraakt door de Russen. Met andere woorden, achter dergelijke daden schuilt een zekere systematiek van terreur (8).

De Organisatie voor veiligheid en samenwerking in Europa (OVSE) beschouwt deze aanvallen als oorlogsmisdaden. Het internationaal oorlogsrecht verbiedt om burgers en civiele gebouwen tijdens een oorlog bewust aan te vallen. Er is één voorwaarde waaronder ziekenhuizen hun beschermde status als burgerobjecten kunnen verliezen: als de faciliteit voor militaire doeleinden wordt gebruikt. Dat was nergens het geval.

2) Mishandeling, foltering en het opzettelijk doden van burgers

In het stadje Boetsja voerden de Russen een maand lang een terreurcampagne. Toen ze zich in april uiteindelijk terugtrokken lieten ze een verwoeste stad achter, de straten beziaaid met lichamen van dode burgers. De gruwel beperkte zich echter niet tot de openbare ruimte: ook in woningen en achtertuinen werden doden aangetroffen. Velen van hen kregen een kogel door het hoofd, van sommigen waren de handen vastgebonden op de rug. Verscheidene ooggetuigen vertelden aan de *New York*

(8) <https://www.smh.com.au/world/russian-bombing-hits-syrian-hospitals-20151030-gkms7q.html>.

(8) <https://www.smh.com.au/world/russian-bombing-hits-syrian-hospitals-20151030-gkms7q.html>.

oculaires ont raconté au *New York Times* comment les soldats russes les avaient chassés de chez eux et avaient pillé leurs maisons pour utiliser ensuite celles-ci comme base d'opérations.

Après le départ des Russes, des images choquantes de rues jonchées de cadavres de civils ont commencé à circuler. Ces civils avaient parfois été exécutés sous les yeux de membres de leur famille. On a ainsi pu mettre la main sur des vidéos attestant le meurtre d'au moins huit civils par des soldats russes dans les rues de Boutcha. Selon *Human Rights Watch* (9), le massacre perpétré par les Russes obéit à un schéma précis. Les corps présentent des signes visibles d'exécution, comme les mains liées dans le dos, les blessures par balle à la tête et les gorges tranchées. De nombreux Ukrainiens ont été arrêtés afin d'être interrogés. Lors des interrogatoires, ils ont souvent été traités de manière inhumaine. Le rapport des Nations unies décrit, documents à l'appui, la manière dont les victimes ont été maltraitées et torturées dans les lieux de détention, endurant des passages à tabac, des chocs électriques, une nudité forcée et d'autres types de torture (10).

La ville d'Izioum a été libérée en septembre 2022 après six mois d'occupation russe. Dans cette ville, les autorités locales ont découvert une chambre de torture. Les riverains auraient entendu continuellement des cris provenant du bunker. Les enquêteurs ont trouvé sur place une boîte contenant des dents arrachées et un masque à gaz. Dans la pièce elle-même, ils ont trouvé des chaises dont le dossier présentait un impact de balle. Cela donne à penser que les victimes ont été tuées sur place après avoir été torturées. Des dizaines de chambres de torture ont également été découvertes dans d'autres villes de la région de Kharkiv.

Outre ces chambres de torture, de nombreuses fosses communes ont également été mises au jour, la plus connue étant située à Boutcha, mais on en a découvert aussi dans les environs de Marioupol et d'Izioum. Selon les derniers chiffres, elles contenaient respectivement 458 et 450 cadavres d'Ukrainiens. Les enquêtes menées par des organisations de défense des droits de l'homme montrent la présence de signes évidents de tortures et d'exécutions. Selon les autorités ukrainiennes, les victimes ont été exécutées juste avant le départ des Russes. Ici aussi, des civils ukrainiens ont été exécutés, souvent avec les mains attachées dans le dos, et ont été laissés pour morts dans les rues ou enterrés dans une fosse

Times hoe Russische militairen hen uit hun woningen verdreven, hun huizen plunderden en vervolgens gebruikten als uitvalsbasis.

Nadat de Russen vertrokken waren, verschenen schokkende beelden van lijken van burgers in de straten. In sommige gevallen werden ze geëxecuteerd voor de ogen van familieleden. Zo werd videobewijs gevonden van hoe Russische soldaten zeker acht burgers hebben geëxecuteerd in de straten van Boetsja. Volgens *Human Rights Watch* (9) is er een duidelijk patroon terug te vinden in het bloedbad dat werd aangericht door de Russen. Er zijn zichtbare tekenen van executies op lichamen, zoals achter de rug gebonden handen, schotwonden in het hoofd en doorgesneden kelen. Vele Oekraïners werden opgepakt voor ondervraging. Bij deze ondervraging werden ze vaak op onmenselijke wijze behandeld. In het rapport van de Verenigde Naties werd gedocumenteerd hoe slachtoffers in detentiefaciliteiten werden mishandeld en gefolterd door afranselingen, elektrische schokken, gedwongen naaktheid en andere soorten martelingen (10).

De stad Izjoem werd in september 2022 bevrijd na zes maanden in de handen van Rusland te zijn geweest. In deze stad werd door lokale autoriteiten een martelkamer ontdekt. Buurtbewoners zouden continu geschreeuw uit de bunker hebben gehoord. Onderzoekers vonden ter plaatse een doos met uitgetrokken tanden en een gasmasker. In de kamer zelf werden stoelen gevonden met een kogelgat in de rugleuning. Dit doet vermoeden dat de slachtoffers na de marteling ter plekke werden gedood. Ook in andere steden in de regio van Charkov werden tientallen martelkamers gevonden.

Naast martelingen werden ook vele massagraven ontdekt. Het bekendste was in Boetsja, maar ook in de buurt van Mariupol en in Izjoem werden ze ontdekt. Volgens de recentste cijfers zijn hier respectievelijk 458 en 450 dode lichamen van Oekraïners teruggevonden. Onderzoeken van mensenrechtenorganisaties tonen aan dat er duidelijke tekenen zijn van martelingen en executies. Volgens Oekraïense autoriteiten werden ze geëxecuteerd vlak voor de Russen vertrokken. Ook hier werden Oekraïense burgers geëxecuteerd, vaak met de handen vastgebonden op de rug en werden ofwel dood op straat achtergelaten of in een massagraf begraven. In sommige gevallen lagen dode lichamen al ettelijke

(9) <https://www.hrw.org/news/2022/05/18/ukraine-executions-torture-during-russian-occupation>.

(10) <https://news.un.org/en/story/2022/09/1127691>.

(9) <https://www.hrw.org/news/2022/05/18/ukraine-executions-torture-during-russian-occupation>.

(10) <https://news.un.org/en/story/2022/09/1127691>.

commune. Dans certains cas, des cadavres sont restés dans les rues pendant plusieurs semaines avant que l'armée ukrainienne ne puisse libérer la ville des Russes.

Les Russes ont non seulement exécuté mais aussi torturé des prisonniers ukrainiens. On dispose par exemple du témoignage d'un jeune Ukrainien de seize ans. Le 8 avril, alors qu'il voulait quitter la ville de Melitopol avec sa famille, il a été bloqué à un poste de contrôle russe pour la vérification de ses documents. Comme il était le fils d'un fonctionnaire local, il était un otage précieux. Il a été détenu pendant quarante jours dans une cellule, avant d'être transféré vers un hôtel où il a encore été maintenu en détention durant un mois. Il a été forcé à laver le sol de la pièce où avaient lieu les interrogatoires et à nettoyer les chambres des officiers. Sa cellule ne se trouvait qu'à quelques mètres de la pièce où les Russes procédaient aux interrogatoires, ce qui lui permettait de bien entendre ce qu'il s'y passait. Comme il devait ensuite nettoyer la salle des interrogatoires, il a pu voir des taches de sang sur le sol. Il raconte comment des prisonniers ont été tabassés et soumis à des décharges électriques (11).

Le témoignage de ce jeune Ukrainien de seize ans vient confirmer d'autres récits de tortures; un rapport de l'OSCE contient ainsi des preuves de crimes contre l'humanité commis par les troupes russes au cours de l'invasion de l'Ukraine, parmi lesquelles «des marques de torture et de maltraitance sur les corps de civils tués [...] d'où il ressort qu'il n'a pas été tenu compte du principe d'humanité qui devrait sous-tendre l'application du droit humanitaire international» (*traduction*).

Ces actes ont été prémedités et les ordres sont venus d'en haut. Ainsi, le service de renseignement extérieur allemand a intercepté des messages radio où des soldats russes semblaient évoquer ensemble la mise à mort de civils en Ukraine. Ces communications radio sont en lien avec les atrocités commises à Boutha. On y entendait un homme dire ce qui suit: «Tu interroges d'abord le soldat, puis tu l'abats (12).» (*traduction*) Les soldats parlaient des meurtres sans états d'âme, comme s'il s'agissait de simples occupations quotidiennes et, donc, d'actes prémedités. Ainsi, 90 % des victimes dont les corps ont été retrouvés dans la fosse commune de Boutha ont été tuées d'une balle, et non par des éclats d'obus. Cela montre bien que les massacres ne sont pas le fruit du hasard et n'ont pas été commis par des soldats

weken op straat voordat het Oekraïense leger de stad kon bevrijden van de Russen.

Niet enkel executies, maar ook folteringen werden door de Russen uitgevoerd op hun Oekraïense gevangenen. Zo is er de getuigenis van een zestienjarige Oekraïense jongen. Op 8 april wou hij met zijn familie de stad Melitopol verlaten, tot de zestienjarige werd tegengehouden aan de Russische controlepost waar zijn documenten werden onderzocht. Als zoon van een lokale ambtenaar was hij waardevol als gijzelaar. Hij werd veertig dagen in een cel vastgehouden voordat hij naar een hotel werd overgebracht om daar nog een maand gevangen te zitten. Daar moest hij de vloer schrobben van de kamer die ze gebruikten voor verhoor en de kamers van de officieren schoonmaken. Zijn cel was een paar meter verwijderd van de kamer waar ze de ondervragingen deden en kon zo goed horen wat bij die ondervragingen gebeurde. Omdat hij achteraf ook de kamer van de ondervragingen moest schoonmaken, zag hij de bloedvlekken op de grond. Hij vertelt hoe mensen in elkaar werden geslagen en gemarteld met elektrische schokken (11).

Het verhaal van de zestienjarige Oekraïense jongen bevestigt ook andere berichten over martelingen, waaronder een rapport van de OVSE dat bewijzen heeft gevonden van misdaden tegen de menselijkheid begaan door Russische troepen tijdens de invasie in Oekraïne, waaronder «tekenen van marteling en mishandeling op de lichamen van gedode burgers [...] waaruit blijkt dat er geen rekening wordt gehouden met het beginsel van menselijkheid dat ten grondslag zou moeten liggen aan de toepassing van het internationaal humanitair recht».

Deze daden zijn doelbewust gekozen en de orders kwamen van bovenaf. Zo heeft de Duitse buitenlandse inlichtingendienst radiogesprekken onderschept waarin Russische soldaten onder elkaar lijkten te praten over het doden van burgers in Oekraïne. Deze radiocommunicaties zijn verbonden met de gruweligheden uitgevoerd in Boetsja. Men hoorde een man zeggen: «Eerst ondervraag je de soldaat, daarna schiet je hem neer (12).» De soldaten spraken op nuchtere wijze over de moorden alsof het om alledaagse bezigheden ging en dus met voorbedachte rade. Zo zijn bij het massagraf van Boetsja 90 % van de slachtoffers vermoord door een kogel, niet door granaatscherven. Dit laat zien dat de moorden niet willekeurig zijn of uitgevoerd door soldaten die autonom handelden, maar doelbewust. Er kan dus gezegd

(11) <https://www.theguardian.com/world/2022/jul/19/ukrainian-boy-held-hostage-by-russia-tells-of-cleaning-up-torture-rooms>.

(12) <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/07/russian-soldiers-discussed-killing-civilians-in-radio-intercepts>.

(11) <https://www.theguardian.com/world/2022/jul/19/ukrainian-boy-held-hostage-by-russia-tells-of-cleaning-up-torture-rooms>.

(12) <https://www.theguardian.com/world/2022/apr/07/russian-soldiers-discussed-killing-civilians-in-radio-intercepts>.

isolés, mais qu'ils ont été prémedités. On peut donc dire que les caractéristiques du *modus operandi* de l'armée russe en Ukraine rappellent la manière dont elle a agi précédemment en Syrie.

Des témoins racontent comment des membres de leur famille ont été assassinés. Une fille a ainsi retrouvé ses parents morts dans la rue, le père tué de six balles dans le dos et la mère d'une balle dans le thorax. Une autre femme a relaté comment des soldats russes avaient fait irruption dans sa maison, avant de tuer son mari et de la violer à plusieurs reprises.

Il y a encore de nombreux autres témoignages de ce genre, mais les méthodes de l'armée russe sont d'ores et déjà connues. Il est clair que les soldats russes exécutent des ordres venus d'en haut, car dans chaque ville reconquise par l'armée ukrainienne on retrouve les mêmes caractéristiques de ce *modus operandi*.

3) Utilisation de civils comme boucliers humains

Selon l'organisation *Human Rights Watch*, les troupes russes ont mis inutilement la vie de civils ukrainiens en danger en stationnant leurs troupes dans des zones densément peuplées, sans mettre préalablement les habitants en lieu sûr (13). Le droit humanitaire international oblige les parties au conflit à prendre toutes les mesures de précaution possibles pour protéger les civils et les structures civiles qui sont sous leur contrôle contre les conséquences des attaques.

En mars 2022, à Yahidne, des troupes russes ont détenu illégalement près de 350 civils pendant un mois dans la cave d'un bâtiment scolaire près des lignes de front, que les Russes utilisaient comme base militaire. Des attaques ukrainiennes dans ces zones ont endommagé des maisons et d'autres structures. Les soldats russes ne permettaient que très peu aux civils de quitter la cave, même pour des courtes périodes, et les ont privés arbitrairement de leur liberté. Selon les villageois, dix personnes âgées ont ainsi perdu la vie, des suites de maladie ou à cause des mauvaises conditions de détention. Durant cette période, les troupes russes ont utilisé l'école comme base militaire et ont tenté de dissimuler des véhicules militaires dans des fossés et des cavités aux abords de l'école; ces véhicules s'y trouvaient d'ailleurs encore lorsque *Human Rights Watch* a visité l'école. La présence de troupes russes à proximité immédiate de l'école, que

(13) <https://www.hrw.org/news/2022/07/21/russian-ukrainian-bases-endangering-civilians>.

worden dat de kenmerken van de *modus operandi* van het Russische leger in Oekraïne vergelijkbaar zijn met hun eerdere werkwijze in Syrië.

Getuigen vertellen hoe hun familieleden werden vermoord. Zo vond een dochter haar ouders dood op straat terug, de vader had zes schoten in de rug en de moeder één in de borstkas. Een andere vrouw vertelde hoe Russische soldaten haar huis binnenstormden, haar man vermoordden en haar herhaaldelijk verkrachtten.

Zo zullen nog vele getuigenissen volgen, maar het patroon van het Russische leger staat vast. Het is duidelijk dat ze opdrachten krijgen van hogerop, want in elke stad die heroverd wordt door het Oekraïense leger, zien we dezelfde kenmerken van die Russische *modus operandi* terug.

3) Gebruik van burgers als menselijke schilden

Russische troepen hebben burgers in Oekraïne onnodig in gevaar gebracht door hun troepen in bevolkte gebieden te stationeren zonder de bewoners naar veiliger gebieden te verplaatsen, aldus *Human Rights Watch* (13). Internationaal humanitair recht verplicht partijen in het conflict alle haalbare voorzorgsmaatregelen te nemen om burgers en civiele structuren onder hun controle te beschermen tegen de gevolgen van aanvallen.

In maart 2022 hielden Russische troepen in Yahidne bijna driehonderd vijftig burgers een maand lang onrechtmatig vast in de kelder van een schoolgebouw vlak bij de frontlijnen, die de Russen als militaire basis gebruikten. Oekraïense aanvallen in die gebieden beschadigden huizen en andere structuren. Russische soldaten beperkten de mogelijkheid van mensen om de kelder te verlaten, zelfs voor korte periodes en ontnamen hen willekeurig hun vrijheid. Volgens de dorpelingen stierven daar tien oudere mensen, door ziekte of door de slechte omstandigheden. Tijdens deze periode gebruikten Russische troepen de school als militaire basis en probeerden zij militaire voertuigen rond het schoolgebouw in greppels en kuilen te verbergen, die er nog steeds waren toen *Human Rights Watch* de school bezocht. De aanwezigheid van Russische troepen bij de school, of zij nu wel of niet munitie in de buurt afvuurden, maakte de school

(13) <https://www.hrw.org/news/2022/07/21/russian-ukrainian-bases-endangering-civilians>.

celles-ci y aient ou non fait usage de munitions, a fait de cette école une cible militaire légitime qui faisait dès lors courir un grave danger aux civils détenus dans la cave.

Une image satellite du 10 mars 2022 montre plusieurs dizaines de blindés militaires d'appui dans la cour de l'école ainsi que de grandes traces de véhicules dans tout le village, mais concentrées plus particulièrement aux abords du bâtiment scolaire. On peut aussi voir dans le village, dans les soixante premiers mètres au nord-est de l'école, ce qui semble être des cratères de bombardement. Lorsque des enquêteurs ont visité l'école, ils ont découvert des tranchées et des abris, des blindés militaires sur roues et sur chenilles abandonnés, au moins vingt-et-une caisses de projectiles d'artillerie non téléguidés de calibre 152 mm et une caisse destinée à contenir un missile antichar filoguidé *9M113 Konkurs*. Sur les images satellites diffusées à partir du 21 mars 2022, ces véhicules et ces pièces d'artillerie ne sont plus visibles.

Dans la ville d'Obukhovychi aussi, des civils ont été utilisés comme bouclier humain. Des familles ont raconté comment les Russes sont passés de porte à porte, les ont arrêtées sous la menace et les ont emmenées vers l'école locale, où elles ont été utilisées comme bouclier humain par les troupes russes. Le mot «personnes» avait été peint en ukrainien sur les portes de nombreuses maisons du village, afin de signaler aux soldats d'être prudents et de ne pas leur faire de mal. Mais en fin de compte, les panneaux ont fait l'effet d'un aimant sur les troupes russes. Des témoins ont affirmé que lorsque les habitants n'ouvraient pas leur porte, les Russes entraient de force. Environ cent cinquante civils, dont des personnes âgées et de jeunes enfants, ont été extraits des caves où ils se cachaient et ont été emmenés vers l'école (14).

Dans la nuit du 14 mars 2022, des soldats russes ont été attaqués à Obukhovychi, où ils ont perdu des hommes et plusieurs véhicules blindés. Les Ukrainiens ont repris le territoire. Cette nuit-là, de nombreux civils étaient détenus dans l'école; il aurait suffi d'une seule explosion trop près du bâtiment pour qu'on y trouve également une fosse commune.

4) Violences sexuelles

Le recours au viol comme arme de guerre est aussi vieux que la guerre elle-même. Il vise à humilier et déshumaniser les victimes, à briser le moral des défenseurs, à anéantir les familles et les communautés, à susciter un sentiment de détresse et de désespoir. Il laisse souvent des blessures qui sont trop profondes pour se cicatriser.

(14) <https://www.bbc.com/news/world-europe-61020565>.

tot een legitiem militair doelwit, waardoor de burgers in de kelder ernstig gevaar liepen.

Een satellietbeeld van 10 maart 2022 toont enkele tientallen gepantserde en ondersteunende militaire voertuigen op het schoolplein en grote voertuigsporen in het hele dorp, met een hogere concentratie bij het schoolgebouw. Schijnbare inslagkraters zijn ook zichtbaar in het dorp, de dichtstbijzijnde zestig meter ten noordoosten van de school. Toen onderzoekers de school bezochten, zagen ze loopgraven en schuilholen, gepantserde militaire voertuigen op wielen en rupsbanden die waren achtergelaten en ten minste eenentwintig dozen met ongeleide 152 mm artillerieprojectielen en één doos voor een *9M113 Konkurs* geleide antitankraket. Op satellietbeelden vanaf 21 maart 2022 zijn deze voertuigen en artillerie niet meer te zien.

Ook in de stad Obukhovychi werden burgers gebruikt als een menselijk schild. Gezinnen beschreven hoe de Russen van deur tot deur gingen, hen onder bedreiging oppakten en naar de plaatselijke school dreven, waar de Russische troepen hen als schild gebruikten. Veel huizen in het dorp hadden het Oekraïense woord voor «mensen» op hun poorten geschilderd, een manier om de soldaten te waarschuwen voorzichtig te zijn en hen geen pijn te doen. Maar uiteindelijk waren de borden een magneet voor de Russische troepen. Getuigen vertellen dat als mensen hun deuren niet openden, de Russen ze openbraken. Ongeveer honderd vijftig burgers, waaronder ouderen en kleine kinderen, werden uit hun kelders naar de school gebracht (14).

In de nacht van 14 maart 2022 werden Russische soldaten in Obukhovychi aangevallen en verloren ze manschappen en pantservoertuigen. De Oekraïners heroverden het grondgebied. Die nacht zaten vele burgers in de school vast en was één explosie te dicht bij het gebouw geweest, dan was ook hier een massagraf.

4) Seksueel geweld

Verkrachting als wapen is zo oud als de oorlog zelf. Het doel is om te vernederen en te dehumaniseren, om de geest van de verdedigers te breken, om gezinnen en gemeenschappen te verbrijzelen, om een gevoel van hopeloosheid en wanhoop te weeg te brengen. Het laat vaak littekens achter die te diep zijn om te herstellen.

(14) <https://www.bbc.com/news/world-europe-61020565>.

Le rapport des Nations unies constate que les soldats russes se sont rendus coupables de violences sexuelles et genrées. L'âge des victimes varie de quatre à quatre-vingt-deux ans. Le ministère public d'Ukraine a déclaré que «plusieurs dizaines» de procédures pénales avaient été ouvertes au sujet de violences sexuelles commises par des militaires russes. La police, les procureurs et les conseillers affirment toutefois que le nombre réel de ces délits est probablement beaucoup plus élevé.

Des témoins rapportent que des femmes et des filles, mais aussi des hommes et des garçons ont été violés avant d'être exécutés. Certains ont été victimes de viols collectifs. Dans d'autres cas, les membres de la famille ont été contraints d'assister à la scène.

Dans son témoignage, une femme explique qu'en juillet 2022, elle a été torturée, violée et battue pendant dix jours dans la ville d'Izioum. Pendant sa captivité, elle a gravé son nom dans le mur pour que son fils sache où sa mère était décédée s'il découvrait un jour cet endroit. Avant sa captivité, elle a été, tout comme son mari, harcelée par des soldats russes qui ont voulu la contraindre à reprendre le travail, ce qu'elle a refusé. Elle et son mari ont alors été enlevés. Les soldats leur ont placé un sac sur la tête, ont attaché leurs mains et les ont enfermés dans le coffre d'une voiture. Lorsque les voitures se sont arrêtées, les soldats en sont sortis en disant: «Nous anéantirons l'Ukrainienne qui est en toi, tu n'en sortiras pas vivante. Ou tu acceptes nos règles et reconnais que tu vis en Russie, ou tu disparaîtras et personne ne te retrouvera jamais plus (15).»

Elle et son mari ont été retenus en captivité du 1^{er} au 10 juillet 2022. Les soldats russes se sont livrés à des attouchements sur elle, ont déchiré ses vêtements après son refus de les ôter elle-même et ont exigé qu'elle soit nue chaque fois qu'ils venaient la trouver. Ils ont délibéré en sa présence pour savoir qui serait le premier à la violer. Son mari était détenu dans un garage des environs où il a été roué de coups et torturé. Les coups étaient si violents qu'il pouvait à peine se tenir debout. À longueur de journée, la femme était interrogée sur son travail à la centrale au gaz d'Izioum; à un moment donné, elle a reçu des chocs électriques sur les pieds. Après avoir donné suffisamment d'informations sur la centrale au gaz, elle et son mari ont été largués près d'une station-service.

Lors d'une session spéciale du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, la haute-commissaire aux

In het rapport van de Verenigde Naties wordt vastgesteld dat Russische soldaten zich schuldig maken aan misdrijven van seksueel en gendergerelateerd geweld. De leeftijd van de slachtoffers varieert tussen de vier en tweeëntachtig jaar oud. Het openbaar ministerie van Oekraïne zei dat er «enkele tientallen» strafzaken lopen over seksueel geweld door Russische militairen. Maar politie, aanklagers en adviseurs zeggen dat het werkelijke aantal waarschijnlijk veel hoger is.

Getuigen vertellen hoe vrouwen en meisjes, maar ook jongens en mannen, verkracht en daarna geëxecuteerd werden. Sommigen waren het slachtoffer van groepsverkrachting. In andere gevallen werden familieleden gedwongen om toe te kijken.

Een vrouw getuigt hoe ze in juli 2022 in de stad Izjoem tien dagen lang werd gemarteld, verkracht en geslagen. Tijdens haar gevangenschap kerkde ze haar naam in de muur. Als haar zoon dit zou te zien krijgen, zou hij weten waar zijn moeder overleden was. Voor haar gevangenschap werden zij en haar man lastiggevallen door Russische soldaten en dwongen haar om opnieuw te gaan werken. Na haar weigering om opnieuw te gaan werken, werden zij en haar man ontvoerd. De mannen plaatsten zakken over hun hoofden, bonden hun handen vast en duwden hen in de kofferbak van een auto. Toen stopten de auto's en sprongen de soldaten eruit. «We slaan de Oekraïner uit je, je komt hier niet levend vandaan» zeiden ze tegen haar. «Of je accepteert onze regels en erkent dat je in Rusland woont of je wordt vermist. Niemand zal je vinden, nooit (15).»

Zij en haar man waren van 1 tot 10 juli 2022 gevangenomen. De Russische soldaten betastten haar, scheurden de kleren van haar lichaam nadat ze weigerde om deze zelf uit te doen en eisten dat ze naakt zou zijn telkens de soldaten haar bezochten. De soldaten overlegden in haar bijzijn wie haar als eerst zou verkrachten. Haar man werd in een dichtbij zijnde garage vastgehouden, waar hij werd geslagen en gemarteld. Hij werd zo hard geslagen dat hij nauwelijks kon rechtstaan. Dagenlang werd ze ondervraagd over haar werk in de gascentrale van Izjoem; op een bepaald moment kreeg ze elektrische schokken op haar voeten. Nadat ze voldoende informatie gaf over de gascentrale, werden zij en haar man aan een tankstation gedumpt.

De hoge commissaris voor de Mensenrechten, Michelle Bachelet, heeft reeds tijdens een speciale zitting van de

(15) https://www.washingtonpost.com/world/2022/10/09/izyum-rape-torture-occupation-russia/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=wp_main.

(15) https://www.washingtonpost.com/world/2022/10/09/izyum-rape-torture-occupation-russia/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=wp_main.

Droits de l'homme, Michelle Bachelet, a déjà attiré l'attention sur les violences sexuelles commises en Ukraine dans le cadre du conflit.

À mesure que les villages sont libérés par l'armée ukrainienne, les témoignages sur la traite d'êtres humains, des violences sexuelles, des formes d'exploitation, des viols et des abus à l'encontre de femmes et d'enfants se multiplient.

5) Déportations et filtrages de la population civile

L'ambassade américaine à Kiev a annoncé, le 22 mars 2022, sur *Twitter* que, selon le ministère ukrainien des Affaires étrangères, 2 389 enfants ukrainiens de Donetsk et Louhansk, dans la région disputée du Donbass, «ont été emmenés illégalement». Une fois arrivés en Russie, ils sont placés dans des camps de concentration (16).

Début octobre 2022, on a appris que non moins d'un million de civils ukrainiens ont été déportés de force en Russie. Parmi eux se trouvaient des milliers d'enfants qui ont eux aussi été envoyés dans des camps de rééducation ou ont été adoptés en Russie. Dans ces camps, la Russie s'emploie systématiquement à éradiquer le peuple et la culture ukrainiens. Les Ukrainiens qui vivent dans les régions occupées par la Russie reçoivent également un passeport russe. Autrement dit, les Ukrainiens sont «russifiés» de force.

Des citoyens ukrainiens sont déportés de force en Russie tandis que des citoyens russes sont déplacés vers les territoires ukrainiens occupés par la Russie. C'est une manière de russifier ces contrées, ce qui facilite leur annexion.

Cette méthode n'est pas une première dans l'histoire de la Russie. Elle a déjà été appliquée par Staline dans les territoires conquis, à l'encontre, par exemple, des Tatars de Crimée dans les années 1930. Durant la Seconde Guerre mondiale, des Allemands, des Grecs et des Tchétchènes ont également été déportés en masse. Avant cette guerre, durant les grandes purges staliniennes (1934-1938), les chefs de l'opposition, les dissidents, les membres de minorités ethniques et les intellectuels ont aussi été massivement envoyés dans les camps du Goulag. Le pouvoir a ainsi pu faire passer la culture et la langue russes pour «supérieures» parmi la nouvelle population. La Russie n'a manifestement jamais renoncé à cette «russification» des territoires conquis, comme en témoigne à nouveau la situation en Ukraine.

(16) <https://news.sky.com/story/ukraine-war-kyiv-claims-moscow-force-fully-deporting-thousands-of-ukrainian-children-to-russia-12572666>.

VN-Mensenrechtenraad aandacht gevraagd voor het conflict-gerelateerde seksuele geweld in Oekraïne.

Met elk dorp dat bevrijd wordt door het Oekraïense leger groeit het aantal meldingen van mensenhandel, seksueel geweld, uitbuiting, verkrachting en misbruik waarmee vrouwen en kinderen worden geconfronteerd.

5) Deportaties en infiltraties van de burgerbevolking

De Amerikaanse ambassade in Kiev schreef op 22 maart 2022 op *Twitter* dat 2 389 Oekraïense kinderen uit Donetsk en Luhansk in de betwiste Donbas-regio «illegaal zijn verwijderd», onder verwijzing naar het Oekraïense ministerie van Buitenlandse Zaken. Eens toegekomen in Rusland, worden ze in concentratiekampen gestoken (16).

Begin oktober 2022 werd gemeld dat er op z'n minst een miljoen Oekraïense burgers onder dwang naar Rusland zijn gedeporteerd. Hiervan zijn duizenden kinderen die op hun beurt naar heropvoedingskampen worden gestuurd of worden geadopteerd in Rusland. In deze kampen werkt Rusland systematisch aan de uitroeining van het Oekraïense volk en cultuur. De Oekraïners in Russisch bezette gebieden krijgen ook een Russisch paspoort. Met andere woorden, Oekraïners worden onder dwang «gerussificeerd».

Oekraïense burgers worden onder dwang naar Rusland gedeporteerd en Russische burgers worden naar Russisch bezet Oekraïne verhuisd. Op die manier worden deze regio's gerussificeerd en dat maakt het makkelijker om deze regio's te annexeren.

De Russische geschiedenis is gekend om deze werkwijs. Stalin paste deze werkwijs toe in overwonnen gebieden, denk maar aan de Krim-Tataren in de jaren 30 van de 20^e eeuw. Tijdens de Tweede Wereldoorlog (WOII) werden ook Duitsers, Grieken en Tsjetsjenen massaal gedeporteerd. Voorafgaand aan WOII werden er tijdens de Grote Zuivering (1934-1938) ook massaal oppositieleiders, andersdenkenden, etnische minderheden en intellectuelen naar de kampen van de Goelag gestuurd. Op die manier kon men de Russische cultuur en taal als «superieur» voorhouden bij de nieuwe bevolking. Deze handhaving van «russificatie» van overwonnen gebieden heeft Rusland overduidelijk nooit losgelaten, zoals nu in Oekraïne nogmaals blijkt.

(16) <https://news.sky.com/story/ukraine-war-kyiv-claims-moscow-force-fully-deporting-thousands-of-ukrainian-children-to-russia-12572666>.

6) Abus commis sur des prisonniers de guerre

En juillet 2022, *Human Rights Watch* a publié un rapport d'enquête sur des tortures commises sur des civils et soldats ukrainiens. Trois membres des Forces de défense territoriale de Kherson ont ainsi été capturés et deux d'entre eux ont été retrouvés morts (17).

L'épouse d'un de ces hommes a raconté les tortures subies par son mari. Lorsqu'elle l'a vu, sa mâchoire était toute noire et fracassée, les vaisseaux sanguins de ses yeux avaient éclaté, son visage portait des traces de coups portés avec un fusil. Il a été interrogé et torturé pendant des jours. Au bout d'un temps, sa mâchoire était complètement fracassée. Son corps a été retrouvé dans une rivière, les bras attachés et un poids accroché à ses jambes.

Un autre prisonnier de guerre a subi des tortures, des coups et des électrochocs pendant des heures et les Russes ont finalement tenté de l'étouffer avec un sac en plastique. Par la suite, lui et quatre autres prisonniers ont été enfermés dans une cellule pendant vingt-deux jours et ils ne recevaient à manger que tous les deux jours: trois petites boîtes de 250 grammes de ration militaire. Un de ces détenus a été battu si violemment qu'il était incapable de rester allongé; il devait rester assis et ne pouvait ingurgiter que de la compote de pomme à la cuiller. Il a succombé à ses blessures quelques jours plus tard.

Certains communiqués font aussi état de la castration de prisonniers de guerre ukrainiens. Des vidéos publiées sur Internet en apportent la preuve abominable. L'une d'elles montre une victime en habits de camouflage de style ukrainien, les mains garrottées dans le dos. Il gît sans défense sur le sol tandis qu'un homme portant un uniforme russe avec le «Z» bien reconnaissable découpe ses vêtements à l'aide d'un couteau *Stanley* puis semble le castrer en proférant des injures en russe (18).

Même des soldats ukrainiens qui se rendent sont ensuite exécutés. L'ambassadrice itinérante des États-Unis pour la Justice pénale mondiale, Beth Van Schaack, a déclaré, le 25 avril 2022 lors d'une réunion des Nations unies, qu'une unité militaire russe opérant dans la région de

6) Misbruik van krijgsgevangenen

Human Rights Watch heeft in juli 2022 een rapport vrijgegeven over het onderzoek naar de martelingen van Oekraïense burgers en soldaten. Zo werden drie leden van Kherson's Territoriale Defensiemacht gevangengenomen, twee hiervan zijn dood teruggevonden (17).

De vrouw van één van de leden vertelt hoe haar man werd gemarteld. Toen ze hem zag, was zijn kaak helemaal zwart, gebroken, de bloedvaten van zijn ogen waren kapot, zijn gezicht was gestriemd door geweerslagen. Hij werd dagenlang ondervraagd en gemarteld. Op een bepaald moment was zijn kaak helemaal gebroken. Zijn lichaam werd teruggevonden in een rivier met zijn armen vastgebonden en een gewicht aan zijn benen gebonden.

Een andere krijgsgevangene werd urenlang gefolterd, werd geslagen en geëlektroucereerd en de Russen probeerden hem uiteindelijk te verstikken met een plastic zak. Daarna werden hij en vier andere krijgsgevangenen tweeëntwintig dagen lang opgesloten in een cel, waar ze om de twee dagen eten kregen: drie blikjes, van 250 gram elk, legerrantsoen. Eén van de krijgsgevangenen was zo hard geslagen dat hij niet meer kon liggen, enkel zitten, en kon alleen appelmoes eten met een lepel. Hij overleed enkele dagen later aan zijn verwondingen.

Er zijn ook berichten dat Oekraïense krijgsgevangenen worden gecastreerd. Hier werd online gruwelijk videobewijs voor gevonden. Het slachtoffer in een video draagt camouflagekleding in Oekraïense stijl en is gekneveld te zien met zijn handen achter zijn rug gebonden. Hij ligt hulpeloos op de grond terwijl de man in een Russisch uniform, met een «Z» opdruk, met een stanleymes zijn kleren afsnijdt en hem vervolgens lijkt te castreren terwijl hij vernederende beledigingen in het Russisch roept (18).

Ook Oekraïense soldaten die zichzelf overgeven worden daarna geëxecuteerd. De Amerikaanse ambassadeur voor wereldwijd strafrecht Beth Van Schaack zei op 25 april tijdens een bijeenkomst van de Verenigde Naties (VN) dat een Russische militaire eenheid die

(17) <https://www.hrw.org/fr/news/2022/07/22/ukraine-torture-et-disparitions-dans-des-zones-occupees-dans-le-sud-du-pays>.

(18) <https://news.yahoo.com/horrifying-footage-appears-to-show-russian-captors-castrating-a-ukrainian-prisoner-of-war-221414554.html>.

(17) <https://www.hrw.org/news/2022/07/22/ukraine-torture-disappearances-occupied-south>.

(18) <https://news.yahoo.com/horrifying-footage-appears-to-show-russian-captors-castrating-a-ukrainian-prisoner-of-war-221414554.html>.

Donetsk avait exécuté des Ukrainiens désireux de se rendre au lieu de les placer en détention (19).

7) Le Groupe Wagner

a) Généralités

L'armée russe est épaulée par le groupe Wagner, aussi connu sous le nom de PMC Wagner. Il s'agit d'une organisation militaire privée, créée en 2014, sous le commandement de Dmitri Outkine. Le groupe Wagner ne fait pas partie officiellement de l'armée russe et Moscou nie tout lien avec lui, mais toujours est-il que le groupe, qu'il soit un acteur étatique ou non, protège les intérêts de la Russie. Son principal mécène est l'entrepreneur russe Evgueni V. Prigojine, qui est un proche allié du président russe Vladimir Poutine.

Le groupe était aux côtés de la Russie lors de l'annexion de la Crimée, ainsi qu'à Louhansk et en Syrie. Par la suite, il a aussi été déployé en République centrafricaine. Depuis l'invasion russe, le groupe est très actif en Ukraine. Selon des données émanant de sources ouvertes, de nombreux combattants de PMC Wagner et Outkine lui-même sont des partisans d'une idéologie d'extrême droite néonazie. Le groupe Wagner est connu comme un groupe de mercenaires qui commettent des meurtres de masse sauvages et des actes de torture à l'encontre de la population civile dans des zones de guerre, tout en semant la dévastation et la destruction sur leur passage. Selon le quotidien allemand *Der Spiegel*, des mercenaires russes du groupe Wagner auraient exécuté plusieurs personnes parmi les dizaines de victimes civiles des troupes russes à Boutcha. À l'heure actuelle, des membres du groupe sont actifs dans la région du Donbass aux côtés des troupes de l'armée régulière. Le groupe a aussi participé activement à la conquête de villes telles que Popasna et Sievierodonetsk dans la région de Louhansk (20).

Au début de l'invasion, environ trois cents membres du groupe auraient été déployés en Ukraine. Un mois plus tard, leur nombre avait triplé pour atteindre près de mille combattants.

Le groupe Wagner a déjà été accusé en 2021 par l'UE de violer les droits humains et d'organiser des opérations clandestines au profit de la Russie, ce qui lui a valu d'être frappé de sanctions qui concernent principalement

in de buurt van Donetsk opereerde Oekraïners die zich wilden overgeven heeft geëxecuteerd in plaats van hen in hechtenis te nemen (19).

7) De Wagner Group

a) Algemeen

Het Russische leger wordt bijgestaan door de *Wagner Group*, beter bekend als *PMC Wagner*. Dit is een private militaire organisatie opgericht in 2014 onder leiding van Dmitry Utkin. Het maakt officieel geen onderdeel uit van het Russische leger en Moskou ontkennt ook elke band, maar de groep beschermt de belangen van Rusland, of het nu een staatsactor is of niet. De grootste geldschieter van de groep is Yevgeny V. Prigozhin, een Russisch ondernemer en nauwe bondgenoot van de Russische president Vladimir Poetin.

De groep stond aan de zijde van Rusland tijdens de annexatie van de Krim, in Luhansk en ook in Syrië. Later werd deze groep ook actief ingezet in de Centraal Afrikaanse Republiek. Sinds de Russische invasie is deze groep sterk actief in Oekraïne. Volgens gegevens uit open bronnen zijn veel strijders van *PMC Wagner* en Utkin zelf aanhangers van een extreemrechtse, neonazistische ideologie. De *Wagner Group* staat bekend als een groep van huurlingen die brute massamoorden, martelingen, verwoesting en vernietiging van de burgerbevolking in oorlogsgebieden uitvoert. Onder de tientallen burgerslachtoffers van de Russische troepen in Boetsja zijn er volgens het Duitse dagblad *Der Spiegel* verscheidene geëxecuteerd door Russische huurlingen van de *Wagner Group*. Leden van de *Wagner Group* zijn op dit moment actief naast de reguliere troepen in de Donbas-regio en ze hadden een actieve rol in het veroveren van steden als Popasna en Severodonetsk in Luhansk (20).

Aan het begin van de invasie zouden er ongeveer driehonderd leden geweest zijn die actief werden ingezet in Oost-Oekraïne. Op een maand tijd werd dit aantal verdrievoudigd tot bijna duizend strijders.

De *Wagner Group* werd door de EU in 2021 al beschuldigd van mensenrechtenschendingen en van het organiseren van clandestiene operaties ten behoeve van Rusland. De sancties waartoe is besloten betreffen

(19) <https://www.businessinsider.com/evidence-russia-executing-ukrainians-trying-to-surrender-us-official-2022-4?international=true&r=US&IR=T>.

(20) <https://www.bbc.com/news/world-60947877>.

(19) <https://www.businessinsider.com/evidence-russia-executing-ukrainians-trying-to-surrender-us-official-2022-4?international=true&r=US&IR=T>.

(20) <https://www.bbc.com/news/world-60947877>.

des interdictions de voyager et le gel des avoirs. En mars 2022, le Royaume-Uni a placé le groupe sur sa liste des personnes ou entités passibles de sanctions (21). En outre, des poursuites ont été engagées à l'encontre du groupe en Allemagne et en France pour des crimes de guerre commis en Syrie.

En décembre 2021, l'Union européenne (UE) a imposé de nouvelles sanctions au groupe Wagner ainsi qu'à huit personnes et trois entités qui lui sont liées, pour leur implication dans de «graves violations des droits de l'homme», y compris des actes de torture et des exécutions et assassinats extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, ou dans des activités de déstabilisation dans certains des pays où le groupe opère, notamment en Libye, en Syrie, en Ukraine (Donbass) et en République centrafricaine (22).

En septembre 2022, la «*Task Force Rusich*» du groupe Wagner, dont on sait qu'elle participe aux combats en Ukraine, encourageait sur son canal *Telegram* à commettre des crimes de guerre, en appelant concrètement à couper des parties de corps et à abattre des détenus sur place. Selon le journal *The Guardian*, le message de Rusich donne aussi explicitement l'instruction de tuer les prisonniers après leur interrogatoire et de pousser les familles de détenus exécutés à payer Rusich pour obtenir les coordonnées du lieu où se trouvent les dépouilles de leurs proches. Adam Hadley, directeur de l'initiative *Tech Against Terrorism* soutenue par les Nations unies, indique que les actions de Rusich dans le conflit démontrent le rôle préoccupant que jouent les groupes néonazis qui commettent des atrocités au nom du Kremlin (23).

Dès lors que, selon le président russe, le groupe Wagner n'existe pas et, *a fortiori*, n'est pas placé sous commandement russe, les meurtres, viols et tortures perpétrés par le groupe ne peuvent pas être imputés à Moscou. La Russie peut ainsi se décharger de ses responsabilités légales en faisant appel au groupe Wagner. Dès l'instant où un lien hiérarchique et de subordination apparaîtrait clairement entre l'État russe et le groupe Wagner, des responsabilités seraient engagées. S'exprimant en 2012 à propos des sociétés de sécurité privées en général, le président russe Vladimir Poutine les avait considérées

voornamelijk reisverboden en het bevriezen van activa. In maart 2022 werd de groep door Groot-Brittannië op de sanctielijst geplaatst (21). Ook zijn er in Duitsland en Frankrijk rechtszaken aangespannen voor het plegen van oorlogsmisdaden in Syrië.

In december 2021 heeft de EU verdere sancties opgelegd aan de *Wagner Group* en acht personen en drie entiteiten die ermee verbonden zijn, wegens het plegen van «ernstige mensenrechtenschendingen», waaronder foltering en buitengerechtelijke, standrechtelijke of wilkeurige executies en moorden, of bij destabiliserende activiteiten in een aantal van de landen waar zij actief zijn, waaronder Libië, Syrië, Oekraïne (Donbas) en de Centraal-Afrikaanse Republiek (22).

In september 2022 pleitte de «*Task Force Rusich*» van deze groep, waarvan bekend is dat ze actief is in de strijd in Oekraïne, op hun *Telegram*-kanaal voor het plegen van oorlogsmisdaden, waarbij men concreet opriep tot «het verwijderen van lichaamsdelen» en «het ter plekke afmaken van gevangenen». *The Guardian* meldde dat de boodschap van Rusich «ook expliciete instructies bevat om gevangenen na ondervraging te vermoorden en de families van vermoorde gevangenen aanmoedigt Rusich te betalen voor de coördinaten van de lichamen van hun geliefden». Volgens de door de Verenigde Naties gesteunde *Tech Against Terrorism*-directeur Adam Hadley «tonen de acties van Rusich in het conflict aan dat neonazigroepen die namens het Kremlin wreedheden begaan, een verontrustende rol spelen» (23).

Aangezien Wagner volgens de Russische president niet bestaat en al zeker niet onder Russisch bevel staat, kunnen de moorden, verkrachtingen en martelingen waarvan zij zich schuldig maken, niet aan Rusland worden toegeschreven. Op die manier kan Rusland zich van zijn wettelijke verantwoordelijkheden ontslaan door de *Wagner Group* in te zetten. Zodra er een duidelijk hiërarchische en ondergeschikte band ontstaat tussen de Russische Staat en Wagner, worden er verantwoordelijkheden aangegaan. De Russische president Poetin had in 2012 een uitspraak gedaan over particuliere

(21) <https://www.gov.uk/government/news/foreign-secretary-announces-65-new-russian-sanctions-to-cut-off-vital-industries-fuelling-putins-war-machine>.

(22) <https://www.politico.eu/article/eu-hit-mercenary-group-wagner-sanctions/>.

(23) <https://www.theguardian.com/world/2022/oct/02/pro-kremlin-neo-nazi-militia-inciting-torture-murder-ukrainian-prisoners>.

(21) <https://www.gov.uk/government/news/foreign-secretary-announces-65-new-russian-sanctions-to-cut-off-vital-industries-fuelling-putins-war-machine>.

(22) <https://www.politico.eu/article/eu-hit-mercenary-group-wagner-sanctions/>.

(23) <https://www.theguardian.com/world/2022/oct/02/pro-kremlin-neo-nazi-militia-inciting-torture-murder-ukrainian-prisoners>.

comme «un instrument de la poursuite des intérêts nationaux sans la participation directe de l’État».

Selon l’experte ukrainienne Andriana Markiv, qualifier le groupe Wagner d’organisation terroriste serait moins compliqué que de qualifier la Russie de sponsor du terrorisme, et aiderait à réprimer ceux qui comptent parmi les principaux auteurs d’atrocités.

Son raisonnement est le suivant:

Le fait que le groupe soit une entité distincte de nature clairement commerciale permet aux gouvernements étrangers de le qualifier d’organisation terroriste, sans s’exposer aux difficultés diplomatiques qui découleraient d’une telle qualification d’une entité gouvernementale.

Si le groupe Wagner était qualifié d’entité terroriste, l’octroi d’un appui matériel au groupe serait punissable, et les citoyens américains pourraient intenter une action pour dommages aux personnes et aux biens résultant d’actes terroristes commis par le groupe, ce que ne permettent pas les sanctions infligées actuellement au groupe.

Si le groupe Wagner devait être considéré comme une organisation terroriste, cela donnerait aux gouvernements étrangers le signal que la coopération avec cette organisation pourrait nuire à leurs relations générales avec les États-Unis, ce qui n’exclut d’ailleurs pas que des procédures judiciaires internationales soient lancées à l’encontre du groupe pour crimes de guerre ou crimes contre l’humanité. Les poursuites seraient au contraire dirigées contre l’organisation dans son ensemble, alors qu’actuellement, les procédures juridiques sont engagées contre des membres individuels.

Par conséquent, qualifier le groupe Wagner d’organisation terroriste permettrait de lutter contre la violation permanente des normes internationales par la Russie et contribuerait à protéger des civils innocents dans le monde entier (24).

b) En quoi consiste la liste de l’UE en matière de terrorisme et quelle est la procédure suivie?

La liste européenne en matière de terrorisme a été établie à la suite des attentats du 11 septembre 2001, en complément de la liste des sanctions établie par les Nations unies.

(24) Andriana Markiv, *Expansion on Task 4.*

beveiligingsbedrijven in het algemeen: «Het is een echt instrument voor de uitvoering van nationale belangen zonder directe betrokkenheid van de Staat.»

«Het bestempelen van de *Wagner Group* als een terroristische organisatie zou minder ingewikkeld zijn dan het bestempelen van Rusland als sponsor van terrorisme en zou helpen een van de belangrijkste plegers van wrecheden aan banden te leggen», aldus de Oekraïense deskundige Andriana Markiv.

Haar redenering is als volgt:

Het bestaan van de groep als een afzonderlijke, duidelijk commerciële entiteit stelt buitenlandse regeringen in staat deze aanwijzing te doen zonder dezelfde diplomatische moeilijkheden die inherent zijn aan de aanwijzing van een regeringsentiteit.

Door de *Wagner Group* als terroristische entiteit aan te merken zou het verlenen van materiële steun aan de groep strafbaar worden gesteld en zouden Amerikaanse burgers een vordering kunnen instellen wegens schade als gevolg van terroristische daden van de groep tegen personen of eigendommen; dit zijn straffen die de bestaande sancties tegen de groep niet met zich brengen.

Wanneer de *Wagner Group* als terroristische organisatie wordt beschouwd, dan zou dit aan buitenlandse regeringen het signaal geven dat samenwerking met deze organisatie hun algemene betrekkingen met de Verenigde Staten (VS) negatief zou beïnvloeden. Dit sluit overigens niet uit dat tegen de *Wagner Group* internationale gerechtelijke stappen worden ondernomen wegens oorlogsmisdaden of misdaden tegen de menselijkheid. In plaats daarvan zou de vervolging gericht zijn tegen de gehele organisatie, terwijl juridische stappen nu tegen individuele leden worden ondernomen.

Bijgevolg zou de terroristische aanwijzing van de *Wagner Group* de voortdurende schending van internationale normen door Rusland tegengaan en onschuldige burgers over de hele wereld helpen beschermen (24).

b) Wat is de EU terroristenlijst en wat is de procedure?

De Europese terreurlijst is na de aanslagen van 11 september 2001 aangelegd als aanvulling op de sanctielijst van de Verenigde Naties.

(24) Andriana Markiv, *Expansion on Task 4.*

La liste de l'UE contient des noms de personnes et d'organisations suspectées d'être impliquées dans le terrorisme ou d'avoir des contacts avec des terroristes. Elle est établie par le Conseil de l'Union européenne, qui l'évalue régulièrement et au moins tous les six mois. Parallèlement à cette évaluation régulière, le Conseil peut à tout moment prendre une décision concernant l'inscription ou la radiation de personnes, groupes et entités.

La liste en matière de terrorisme s'inscrit dans la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE.

La position commune n° 2001/931/PESC énonce les critères permettant l'inscription de personnes, de groupes ou d'entités sur la liste. Elle définit à cette fin les actes qui constituent des actes de terrorisme ainsi que les mesures restrictives qui doivent être appliquées. Ces mesures restrictives sont les suivantes:

- des mesures concernant le gel des fonds et des avoirs financiers;
- des mesures concernant la coopération policière et judiciaire.

Les personnes, groupes et entités figurant sur cette liste font l'objet à la fois d'un gel des fonds et autres avoirs financiers et de mesures renforcées relatives à la coopération policière et judiciaire en matière pénale.

Le règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil prévoit le gel de tous les fonds et autres avoirs financiers appartenant à ces personnes, groupes et entités.

De plus, aucun fonds, aucun avoir financier ni aucune ressource économique ne peut être mis directement ou indirectement à leur disposition. Tous les terroristes figurant sur cette liste sont extérieurs à l'UE.

c) Critères d'inscription sur la liste

La position commune prévoit que la liste est établie à partir d'informations précises indiquant qu'une décision a été prise par une autorité judiciaire ou une autorité compétente équivalente à l'égard des personnes, groupes ou entités concernés.

Cette décision peut porter sur:

- le lancement d'enquêtes ou de poursuites concernant un acte terroriste ou la tentative visant à commettre ou faciliter un tel acte;

Op de EU-lijst staan namen van personen en organisaties die verdacht worden van terrorisme of contacten met terroristen. De lijst wordt samengesteld door de Raad van de Europese Unie. De Raad evalueert de lijst regelmatig en ten minste om de zes maanden. Naast deze regelmatige toetsing kan de Raad te allen tijde een besluit nemen inzake het op de lijst plaatsen of schrappen van personen, groepen en entiteiten.

De terreurlijst maakt deel uit van het Europees gemeenschappelijk buitenlands- en veiligheidsbeleid.

In gemeenschappelijk standpunt nr. 2001/931/GBVB staan de criteria voor het op de lijst plaatsen van personen, groepen en entiteiten. Ook staan hierin de daden die als terroristische daden worden beschouwd en worden de toepasselijke beperkende maatregelen beschreven. Deze beperkende maatregelen zijn:

- maatregelen in verband met het bevriezen van tegoeden en financiële activa;
- maatregelen in verband met politiële en justitiële samenwerking.

Voor de personen, groepen en entiteiten op deze lijst geldt dat hun tegoeden en andere financiële activa worden bevroren én dat tegen hen aangescherpte maatregelen worden genomen in het kader van de politiële en justitiële samenwerking in strafzaken.

Verordening nr. 2580/2001 van de Raad voorziet in het bevriezen van alle tegoeden en andere financiële activa van deze personen, groepen en entiteiten.

Daarnaast kunnen hun geen tegoeden, financiële activa of economische middelen direct of indirect ter beschikking worden gesteld. Alle terroristen op deze lijst zijn van buiten de EU.

c) Criteria voor plaatsing op de lijst

Het gemeenschappelijk standpunt bepaalt dat de lijst wordt opgesteld op basis van nauwkeurige informatie waaruit blijkt dat een besluit is genomen door een rechterlijke of gelijkwaardige bevoegde instantie met betrekking tot de betrokken persoon, groep of entiteit.

Dit besluit kan betrekking hebben op:

- het instellen van een onderzoek of van vervolging wegens een terroristische daad of een poging tot het plegen of faciliteren van een dergelijke daad;

– une condamnation pour de tels faits.

Les personnes, groupes et entités identifiés par le Conseil de sécurité des Nations unies comme étant liés au terrorisme et à l'encontre desquels il a ordonné des sanctions peuvent également être inclus dans la liste.

d) Qui prend l'initiative?

Des personnes, groupes et entités peuvent être inscrits sur la liste sur la base de propositions soumises par des États membres ou des États tiers. Une demande de radiation peut être formulée par les personnes, groupes ou entités figurant sur la liste, par un État membre ou par l'État tiers qui avait initialement proposé l'inscription.

Le groupe «Mesures restrictives en vue de lutter contre le terrorisme» (COMET) examine et évalue les informations en vue d'une inscription ou d'une radiation. Il adresse ensuite des recommandations au Conseil.

Le Conseil adopte les modifications à apporter à la liste, qui sont publiées au *Journal officiel*. Pour chaque personne, groupe ou entité faisant l'objet des mesures restrictives prévues par le règlement (CE) n° 2580/2001 du Conseil (gel des fonds et des avoirs financiers), le Conseil rédige en outre un exposé des motifs explicitant en quoi les critères d'inscription sont remplis.

– veroordeling voor één van die daden.

Personen, groepen en entiteiten die door de VN-Veiligheidsraad in verband worden gebracht met terrorisme en waartegen sancties zijn afgekondigd, kunnen ook op de lijst worden geplaatst.

d) Wie neemt het initiatief?

Personen, groepen en entiteiten kunnen op de lijst worden geplaatst op voorstel van de lidstaten of derde staten. Een verzoek om schrapping van de lijst kan worden gedaan door op de lijst geplaatste personen, groepen en entiteiten, door een lidstaat of door de derde staat die oorspronkelijk om plaatsing op de lijst had verzocht.

De «Groep beperkende maatregelen voor terrorismebestrijding» (COMET) onderzoekt en beoordeelt informatie met het oog op plaatsing op en schrapping van de lijst. Deze werkgroep doet vervolgens aanbevelingen aan de Raad.

De Raad keurt de wijzigingen van de lijst goed, waarna die in het *Publicatieblad* worden bekendgemaakt. Voor iedere persoon, groep of entiteit waartegen beperkende maatregelen zijn genomen op grond van verordening nr. 2580/2001 van de Raad (bevriezing van tegoeden en financiële activa), stelt de Raad ook een motivering op waarin duidelijk wordt gemaakt hoe aan de criteria voor plaatsing op de lijst is voldaan.

II. TERMINOLOGIE

A. La quatrième Convention de Genève

La quatrième Convention de Genève de 1949 qualifie certains actes de crimes de guerre afin d'assurer la protection des civils et des soldats prisonniers ou blessés en temps de guerre. Le fait de bombarder intentionnellement des écoles, des hôpitaux et des abris et d'exécuter sciemment des civils non armés est ainsi considéré comme un crime de guerre. Il existe des preuves irréfutables que de tels crimes de guerre ont été commis par des militaires et paramilitaires russes, comme le montrent les faits décrits ci-dessus.

Les tirs de missiles russes dirigés contre des bâtiments sur lesquels avait été écrit en lettres visibles le mot «enfants» ou qui, notoirement, servaient de refuge, font partie de cette catégorie. L'exécution de civils, ainsi que la destruction et la dévastation d'écoles, d'hôpitaux, de maisons, d'immeubles à appartements, etc. en Ukraine sont tout à fait contraires au droit de la guerre et sont

II. TERMINOLOGIE

A. De vierde Geneefse Conventie

In de vierde Geneefse Conventie van 1949 werden enkele handelingen vastgesteld als oorlogsmisdaden om de bescherming van burgers, gevangenen of gewonde soldaten te vrijwaren in oorlogstijden. Zo is het een oorlogsmisdaad om bewust scholen, ziekenhuizen of schuilplaatsen te bombarderen en om bewust burgers die niet gewapend zijn te executeren. Er zijn duidelijke bewijzen van zulke oorlogsmisdaden, gepleegd door Russische militairen en paramilitairen, zoals hierboven reeds uitgebreid beschreven.

Russische raketaanvallen op Oekraïense gebouwen waarop met zichtbare letters «kinderen» werd geschreven of waarvan gekend was dat ze als schuilplaats dienden, vallen hieronder. Het executeren van burgers en het beschadigen en verwoesten van Oekraïense scholen, ziekenhuizen, huizen, flatgebouwen, enz., gaat regelrecht in tegen het oorlogsrecht en worden gezien als

considérées comme des crimes de guerre. Les quatre conventions de Genève ont été signées à la fois par la Russie et par l'Ukraine.

B. Conventions sur les armes à sous-munitions

La Convention de 2008 sur les armes à sous-munitions interdit l'usage, la production, le stockage et le transport d'armes à sous-munitions. Or il est essentiel d'être conscient du fait que la Russie, les USA, la Chine et l'Ukraine notamment n'ont jamais signé cette Convention (25). La plupart des victimes des armes à sous-munitions sont des civils, ce qui, à nouveau, contrevient à la quatrième Convention de Genève. Cette convention prévoit par ailleurs d'importantes mesures visant à aider les victimes de ces armes. L'armée russe procède clairement à l'utilisation, à la production, au stockage et au transport d'armes à sous-munitions, ce qui enfreint la convention sur les armes à sous-munitions et est perçu comme un crime de guerre.

C. La Cour pénale internationale

La Cour pénale internationale définit les crimes de guerre comme des infractions graves aux Conventions de Genève dans le contexte d'un conflit armé; il s'agit, par exemple, de l'utilisation d'enfants-soldats, du fait de tuer ou torturer des personnes comme des civils ou des prisonniers de guerre, du fait de diriger intentionnellement des attaques contre des hôpitaux, des monuments historiques ou des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative.

Le Statut de Rome de 1998, c'est-à-dire le traité international qui a installé la Cour pénale internationale de La Haye (CPI), définit, outre les crimes de guerre, d'autres crimes horribles: le génocide et les crimes contre l'humanité. On entend par génocide l'un des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel: meurtre de membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe, soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe, transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe. Même si la réalité d'un génocide est difficile à établir, huit pays déjà parlent aujourd'hui d'un génocide contre la population

oorlogsmisdaden. De Vier Conventions de Genève zijn door zowel Rusland als Oekraïne ondertekend.

B. Verdragen inzake het gebruik van clusterbommen

Het verdrag inzake clusterbommen van 2008 verbiedt het gebruik, de productie, de opslag en het vervoer van clusterbommen. Het is echter erg belangrijk om te beseffen dat Rusland, naast andere landen zoals onder andere de VSA, China en ook Oekraïne nooit dit verdrag mee hebben ondertekend (25). De meeste slachtoffers van clusterbommen zijn burgers, wat opnieuw ingaat tegen de vierde Geneefse Conventie. Verder biedt dit verdrag ook verregaande maatregelen om slachtoffers van clusterbommen te helpen. Het gebruik, de productie, de opslag en het vervoer van clusterbommen wordt duidelijk uitgevoerd door het Russische leger en gaat in tegen het Verdrag inzake clusterbommen en wordt gezien als een oorlogsmisdadig.

C. Het Internationaal Strafhof

Het Internationaal Strafhof definieert oorlogsmisdaden als «ernstige schendingen van de Verdragen van Genève in de context van een gewapend conflict en omvatten bijvoorbeeld het gebruik van kindsoldaten; het doden of martelen van personen zoals burgers of krijgsgevangenen; het opzettelijk richten van aanvallen op ziekenhuizen, historische monumenten of gebouwen die gewijd zijn aan religie, onderwijs, kunst, wetenschap of liefdadigheidsdoeleinden».

Het Statuut van Rome van 1998, een internationaal verdrag dat het Internationaal Strafhof in Den Haag (ICC) installeerde, definieert naast oorlogsmisdaden ook andere gruwelijke misdaden: genocide en misdaden tegen de mensheid. Genocide betekent een van de volgende handelingen met het doel een nationale, etnische, raciale of religieuze groep als zodanig geheel of gedeeltelijk te vernietigen: het doden van leden van de groep, het veroorzaken van ernstige lichamelijke of geestelijke schade aan leden van de groep, het opzettelijk aan de groep levensvoorraarden opleggen die haar gehele of gedeeltelijke fysieke vernietiging beogen, het opleggen van maatregelen om geboorten binnen de groep te voorkomen en het met geweld overplaatsen van kinderen van hun bevolkingsgroep naar een andere groep. Hoewel genocide moeilijk te onderzoeken is, spreken al acht

(25) <https://www.nu.nl/algemeen/1589834/gejuich-en-sceptis-over-verbod-clusterbommen.html?redirect=1>.

(25) <https://www.nu.nl/algemeen/1589834/gejuich-en-sceptis-over-verbod-clusterbommen.html?redirect=1>.

ukrainienne: l’Ukraine, la Pologne, l’Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Canada, la Tchéquie et l’Irlande.

Le Statut de Rome définit les crimes contre l’humanité comme une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile. Il s’agit en l’occurrence du meurtre, de l’extermination, de la déportation, de l’emprisonnement ou autre forme de privation de liberté, de la torture, du viol ou toute autre forme de violence sexuelle, de la persécution de tout groupe identifiable, de disparitions forcées de personnes, du crime d’apartheid et d’autres actes causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l’intégrité physique ou mentale. Il existe suffisamment de preuves que l’armée russe tue les citoyens ukrainiens, les déporte, les enferme, leur inflige des sévices dans une salle de torture, les viole et leur cause des préjudices graves. Ce faisant, la Russie commet des crimes contre l’humanité.

L’Ukraine, la Russie et la Biélorussie ne sont pas parties au Statut de Rome. Cela impliquerait normalement que la CPI n’a pas juridiction sur les événements qui affectent l’Ukraine. Toutefois, l’Ukraine s’est soumise à la juridiction de la Cour en 2014 et a réitéré cette décision en 2015 pour une durée illimitée. Sur la base de ces notifications, la Cour peut se saisir des faits de génocide, des crimes contre l’humanité et des crimes de guerre commis en Ukraine. À la suite d’un compromis politique, le crime d’agression a un statut différent: contrairement aux trois autres crimes définis dans le Statut de Rome, le crime d’agression ne peut être poursuivi à l’encontre de ressortissants d’États non-parties – dont la Russie et la Biélorussie. Si des propositions en ce sens existent, la modification de cette disposition, pour autant qu’elle ait lieu, prendra probablement au moins un an. Et même si la modification est adoptée, elle ne s’appliquera très probablement pas avec effet rétroactif. Pour que les responsabilités du crime d’agression contre l’Ukraine puissent être établies au niveau international, il sera donc presque certainement nécessaire de créer un nouveau tribunal international.

L’interdiction de recourir à la violence occupe une place centrale dans la Charte des Nations unies, élaborée à la fin de la Seconde Guerre mondiale afin de préserver la paix dans le monde. L’article 2, 4, dispose: «Les Membres de l’Organisation s’abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l’emploi de la force, soit contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations unies.» Même si cette interdiction n’a pas été respectée scrupuleusement, elle a permis au commerce

landen op dit moment van genocide tegen de Oekraïense bevolking: Oekraïne, Polen, Estland, Letland, Litouwen, Canada, Tsjechië en Ierland.

Het Statuut van Rome definieert misdaden tegen de mensheid als wijdverspreide of systematische aanvallen gericht tegen een burgerbevolking. Hier gaat het over moord, uitroeiing, deportatie, opluiting of beroving van vrijheid, foltering, verkrachting en ander seksueel geweld, vervolging van een identificeerbare groep, gedwongen verdwijning van personen, apartheid en opzetelijk groot lijden of ernstige letsels aan het lichaam of de geest veroorzaken. Er zijn voldoende bewijzen dat het Russisch leger de Oekraïense burgers doodt, deporteert, opluit, foltert in een martelkamer, verkracht en ernstige schade toebrengt. Rusland begaat hier misdaden tegen de mensheid.

Oekraïne, Rusland en Wit-Rusland zijn geen partij bij het Statuut van Rome. Normaal gesproken zou dat betekenen dat het ICC geen rechtsmacht heeft over de gebeurtenissen in Oekraïne. Oekraïne heeft zich echter in 2014 aan de jurisdictie van het Hof onderworpen en die onderwerping in 2015 voor onbepaalde tijd verlengd. Op basis van deze aanmeldingen kan het Hof genocide, misdaden tegen de menselijkheid en oorlogsmisdaden die in Oekraïne zijn gepleegd, behandelen. Als gevolg van een politiek compromis is het misdrijf agressie echter anders: anders dan de andere drie misdrijven in het Statuut van Rome kan het misdrijf agressie niet worden vervolgd tegen onderdanen van niet-statelijke partijen – waaronder Rusland en Belarus. Hoewel er voorstellen zijn om die bepaling te wijzigen, zal een wijziging waarschijnlijk minstens een jaar duren, als ze al plaatsvindt. En zelfs als dat al gebeurt, zal de herziening hoogstwaarschijnlijk niet met terugwerkende kracht worden toegepast. Internationale aansprakelijkheid voor het misdrijf van agressie tegen Oekraïne vereist dus vrijwel zeker de oprichting van een nieuw internationaal tribunaal.

In het Handvest van de Verenigde Naties, dat aan het eind van de Tweede Wereldoorlog werd opgesteld om de internationale vrede te onderhouden, staat het verbod op het gebruik van geweld centraal. Artikel 2 bepaalt: «Alle Leden onthouden zich in hun internationale betrekkingen van dreiging met of gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of politieke onafhankelijkheid van enige Staat, of op enige andere wijze die onverenigbaar is met de doelstellingen van de Verenigde Naties.» (4) Ook al werd dit verbod niet perfect nageleefd, heeft het de handel en de groei over de wereld heen mogelijk

de se développer dans le monde entier, elle a soutenu la croissance mondiale et a donné aux petits États le ballon d'oxygène nécessaire à leur survie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui est soutenue par la Biélorussie, non seulement constitue une violation flagrante d'une règle de droit international mais menace également le principe fondamental sur lequel repose tout l'ordre juridique moderne.

C'est au sortir de la Seconde Guerre mondiale que le crime d'agression a, pour la première fois, donné lieu à des poursuites devant un tribunal international; ce tribunal deviendrait célèbre sous le nom de Tribunal militaire international de Nuremberg.

D. Le mémorandum de Budapest

Le Mémorandum de Budapest de 1995 a été ratifié par la Russie, l'Ukraine, les États-Unis et la Grande-Bretagne et vise à éliminer les armes nucléaires présentes sur le territoire ukrainien. La Russie, les États-Unis et la Grande-Bretagne se sont également engagés à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine. Alors que l'Ukraine a respecté sa part du contrat, ses frontières ne sont plus respectées depuis l'annexion de la Crimée par la Fédération de Russie.

Face à la liste de tous les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par l'armée russe contre la population ukrainienne, sous la conduite du président Vladimir Poutine et de son gouvernement – et qui sont énoncés ci-dessus, au point I, B. Constatations –, il est de la plus haute importance que les responsables répondent de leurs actes. La création d'un tribunal de guerre permettrait d'apporter une réponse adéquate à la situation de guerre en Ukraine.

III. RÉACTIONS DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

De nombreuses enquêtes sont menées et bon nombre d'entre elles sont d'ailleurs toujours en cours. Dans chaque ville ou village libéré, on découvre de nouveaux crimes de guerre. De nombreux pays ont eux-mêmes lancé une enquête nationale, à l'instar de la Cour pénale internationale. Le procureur général de cette dernière, Karim Khan, indique que la Cour pénale internationale soutient pleinement la *Joint Investigation Team*, composée de sept pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Pologne, Slovaquie et Ukraine). Plus de quarante États parties au Statut de Rome, à savoir la Lituanie, l'Albanie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le

gemaakt en kleine Staten ademruimte gegeven om te overleven. De inval van Rusland in Oekraïne, gesteund door Wit-Rusland, is niet alleen een flagrante schending van een internationale rechtsregel; zij vormt een bedreiging voor het grondbeginsel dat ten grondslag ligt aan de moderne rechtsorde.

De misdaad van agressie werd voor het eerst vervolgd voor een internationale rechtbank in de nasleep van de Tweede Wereldoorlog in wat bekend zou worden als het Internationale Militaire Tribunaal van Neurenberg.

D. Het memorandum van Boedapest

Het Memorandum van Boedapest van 1995 werd geratificeerd door Rusland, Oekraïne, de Verenigde Staten en Groot-Brittannië om alle kernwapens van het Oekraïens grondgebied te verwijderen. Daarnaast werd afgesproken dat Rusland, de VS en Groot-Brittannië de onafhankelijkheid, soevereiniteit en bestaande grenzen van Oekraïne respecteren. Oekraïne heeft zijn deel van het akkoord nagekomen, maar sinds de annexatie van de Krim door de Russische Federatie zijn de bestaande grenzen van Oekraïne niet gerespecteerd.

Met opsomming van alle oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid, gepleegd door het Russisch leger onder leiding van de Russische president Vladimir Poetin en diens regering tegen de bevolking van Oekraïne, hierboven opgesomd bij punt I. B. Vaststellingen, is het van uiterst belang dat degenen die verantwoordelijk zijn, aansprakelijk worden gesteld. De oprichting van een oorlogstribunaal is passend voor de oorlogssituatie in Oekraïne.

III. REACTIES VAN DE INTERNATIONALE GEMEENSCHAP

Er lopen veel onderzoeken en veel zijn nog steeds bezig. In elk dorp of elke stad die wordt bevrijd, worden nieuwe ontdekkingen van oorlogsmisdaden gedaan. Vele landen hebben zelf een nationaal onderzoek gestart, net zoals het Internationaal Strafhof. Hoofdaanklager Karim Khan meldt dat het Internationaal Strafhof de volledige steun verleent aan het *Joint Investigation Team*, bestaande uit zeven landen (Estland, Letland, Litouwen, Roemenië, Polen, Slovakije en Oekraïne). Meer dan veertig lidstaten van het Statuut van Rome hebben ook een zaak aanhangig gemaakt voor het Strafhof tegen Rusland. Deze zijn Litouwen, Albanië, Australië, Oostenrijk, België,

Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, Chypre, la Tchéquie, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, le Grand-Duché de Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Macédoine du Nord, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni, ont également saisi la Cour pénale contre la Russie.

Ces pays apportent également une contribution à l'Ukraine en y envoyant des moyens divers, et notamment des enquêteurs et des procureurs. De nombreux pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), de l'Union européenne et des Nations unies ont lancé une enquête nationale en vue d'investiguer sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Beaucoup de pays européens ont aussi proposé une aide militaire, au même titre que le Canada, les États-Unis et l'Australie.

Les pseudo-référendums organisés dans les quatre régions annexées de l'Ukraine ne sont reconnus ni par l'Ukraine, ni par les pays occidentaux, ni par les Nations unies.

A. L'Ukraine

L'Ukraine a appelé à la création d'un tribunal spécial, spécifiquement compétent pour le crime d'agression contre l'Ukraine et chargé d'enquêter sur les hauts dirigeants politiques et militaires de la Fédération de Russie et de les poursuivre pour ce crime, et a appelé toutes les parties concernées à se joindre à cette cause. L'Ukraine en appelle à un soutien en faveur de la mise en place d'un procès dans le style de celui de Nuremberg, afin d'enquêter sur les atrocités commises par les troupes russes.

Le président Zelensky reconnaît ces atrocités comme étant constitutives d'un génocide de la population ukrainienne et estime que la communauté internationale doit également les reconnaître comme telles.

B. Les Nations unies

Le mercredi 12 octobre 2022, l'Assemblée générale des Nations unies a condamné, à une majorité historique, les «annexions illégales» de régions ukrainiennes par la Russie. Cent quarante-trois des cent nonante-trois pays membres ont voté en faveur de la résolution qui confirme la souveraineté et l'intégrité de l'Ukraine à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

Bulgarije, Canada, Chili, Colombia, Costa Rica, Kroatië, Cyprus, Tsjechië, Denemarken, Estland, Finland, Frankrijk, Georgië, Duitsland, Griekenland, Hongarije, IJsland, Ierland, Italië, Japan, Letland, Liechtenstein, het Groothertogdom Luxemburg, Malta, Montenegro, Nieuw-Zeeland, Noorwegen, Noord-Macedonië, Nederland, Polen, Portugal, Romenië, Slovakije, Spanje, Zweden, Zwitserland en het Verenigd Koninkrijk.

Daarnaast leveren ze ook hun bijdrage door middelen, zoals onderzoekers en aanklagers, naar Oekraïne te sturen. Veel landen, leden van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO), de EU en de VN hebben een nationaal onderzoek gestart om oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid te onderzoeken. Veel Europese landen hebben ook militaire hulp aangeboden, net zoals Canada, de VS en Australië.

De schijnreferenda in de vier regio's van Oekraïne worden door Oekraïne, de Westerse landen en de Verenigde Naties niet erkend.

A. Oekraïne

Oekraïne riep op tot de oprichting van een speciaal tribunaal dat specifiek bevoegd is voor het misdrijf van agressie tegen Oekraïne en dat de hoge politieke en militaire leiders van de Russische Federatie onderzoekt en vervolgt voor het plegen van dit misdrijf, en riep alle betrokken partijen op zich bij deze zaak aan te sluiten. Oekraïne wil steun voor de oprichting van een proces in Neurenbergstijl om de door de Russische troepen begane wreedheden te onderzoeken.

President Zelenski erkent dit als genocide van de Oekraïense bevolking en vindt dat de internationale gemeenschap dit ook als genocide moet erkennen.

B. De Verenigde Naties

De Algemene Vergadering van de Verenigde Naties heeft op woensdag 12 oktober 2022 met een historische meerderheid de «illegale annexaties» van Oekraïense gebieden door Rusland veroordeeld. Honderd drieënveertig van de honderd drieënnegentig landen stemden voor de resolutie die de soevereiniteit en integriteit van Oekraïne bevestigt binnen de internationaal erkende grenzen. De

Si ce vote n'a aucune conséquence pratique, il indique néanmoins clairement que la Russie est très isolée sur la scène internationale.

La représentante spéciale des Nations unies Pramila Patten a fait savoir, le vendredi 14 octobre 2022, que les viols et les agressions sexuelles imputés aux troupes russes en Ukraine participent clairement d'une stratégie militaire et d'une tactique délibérée visant à déshumaniser les victimes.

Il sera plus difficile de faire avancer les choses par le biais du Conseil de sécurité des Nations unies, car la Russie, en tant que membre permanent, y dispose d'un droit de veto. La voie privilégiée à présent est celle de l'Assemblée générale des Nations unies.

C. L'Union européenne et le Conseil de l'Europe

Le 16 mars 2022, les membres du Conseil de l'Europe ont décidé d'exclure la Russie avec effet immédiat en raison de la guerre en Ukraine.

Le 6 octobre 2022, l'Union européenne a adopté un huitième paquet de sanctions, qui consiste entre autres à imposer des interdictions supplémentaires d'importation et d'exportation. D'autre part, un plafonnement des prix du pétrole russe transporté par navire vers des pays tiers est également possible, l'UE peut prendre des mesures à l'encontre des parties qui facilitent le contournement des sanctions et de nouvelles personnes et entités sont placées sur la liste noire.

À la mi-septembre 2022, la présidence tchèque de l'UE avait appelé à la création d'un tribunal international pour crimes de guerre après la découverte de nouvelles fosses communes en Ukraine. Le ministre des Affaires étrangères Jan Lipavsky estime qu'il faut agir face aux attaques contre la population civile et plaide pour la mise en place d'un tribunal international spécial pour juger les responsables de ces crimes.

Le 13 mai 2022, le Parlement européen a, dans la foulée des déclarations du Conseil et de la Commission, soumis une proposition de résolution invitant à soutenir la création d'un tribunal international spécial (26). Début octobre 2022, Roberta Metsola, la présidente du Parlement européen, a confirmé que l'organe législatif restera l'un des plus fervents partisans de la création d'un tribunal international spécial, chargé d'appeler le président russe Vladimir Poutine, le président biélorusse

stemming heeft geen praktische gevolgen, maar het is een duidelijk signaal dat Rusland internationaal sterk geïsoleerd staat.

De speciale VN-vertegenwoordiger Pramila Patten meldde op vrijdag 14 oktober 2022 dat de verkrachtingen en seksuele aanvallen die aan Russische troepen in Oekraïne worden toegeschreven, duidelijk een militaire strategie vormen en een opzettelijke tactiek om de slachtoffers te ontmenselijken.

Via de VN-Veiligheidsraad zal het stroever verlopen aangezien Rusland als permanent lid vetorecht heeft. De focus wordt nu gelegd op de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

C. De Europese Unie en de Raad van Europa

Op 16 maart 2022 hebben de leden van de Raad van Europa beslist om het lidmaatschap van Rusland direct te beëindigen omwille van de oorlog in Oekraïne.

Op 6 oktober 2022 heeft de Europese Unie een achtste pakket aan sanctiemaatregelen aangenomen. Het sanctiepakket bestaat onder andere uit aanvullende import- en exportverboden. Ook wordt een prijsplafond voor het transport van Russische olie naar derde landen mogelijk, kan de EU maatregelen treffen tegen partijen die het ontwijken van sancties vergemakkelijken en worden nieuwe personen en entiteiten op de sanctielijst geplaatst.

Midden september 2022 had het Tsjechische EU-voorzitterschap opgeroepen tot de oprichting van een internationaal tribunaal voor oorlogsmisdaden nadat in Oekraïne nieuwe massagraven werden gevonden. De minister van Buitenlandse Zaken, Jan Lipavsky, vindt dat aanvallen op de burgerbevolking moeten worden aangepakt en pleit voor een internationaal speciaal tribunaal om deze misdrijven te berechten.

Op 13 mei 2022 heeft het Europees Parlement, naar aanleiding van de verklaringen van de Raad en de Commissie, een ontwerpresolutie voorgelegd waarbij verzocht werd om steun te verlenen aan de oprichting van een speciaal internationaal tribunaal (26). Begin oktober 2022 bevestigde Roberta Metsola, voorzitster van het Europees Parlement, dat het wetgevend orgaan «een van de grootste voorstanders zal blijven van de oprichting van een speciaal internationaal tribunaal»

(26) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2022-0281_NL.html.

(26) https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-9-2022-0281_NL.html.

Alexandre Loukachenko et d'autres dirigeants à rendre des comptes.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est, elle aussi, prononcée en faveur de la création d'un tribunal international en vue d'enquêter sur de possibles crimes de guerre en Ukraine.

Les Pays-Bas soutiennent l'Ukraine tant financièrement que militairement. Le 20 octobre 2022, la Deuxième Chambre néerlandaise a adopté une proposition visant à créer un tribunal spécial à La Haye afin de poursuivre les dirigeants russes pour le crime d'agression contre l'Ukraine.

Le Parlement français a voté le 3 octobre 2022 une résolution visant à accroître le soutien à l'Ukraine. Outre un accroissement du soutien financier et militaire, la France veut que les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par les Russes soient punis. Il est suffisamment prouvé que la Fédération de Russie viole le droit international et foule aux pieds les dispositions du Mémorandum de Budapest.

Le dimanche 16 octobre 2022, les ministres estonien, letton et lituanien des Affaires étrangères ont fait une déclaration commune appelant l'Union européenne à aider l'Ukraine, conjointement avec des partenaires internationaux, à créer un tribunal spécial.

D. Belgique

La Belgique a toujours soutenu la Cour pénale internationale et le fera aussi dans le cas présent afin que tous les crimes graves commis en Ukraine fassent l'objet d'enquêtes approfondies et de poursuites. La Belgique entend ainsi lutter contre l'impunité et faire en sorte que les responsables soient poursuivis. Par ailleurs, la Belgique s'investit aussi afin de condamner le recours à la violence sexuelle et liée au genre et de soutenir les victimes.

Fin juin 2022, le Sénat de Belgique a adopté une proposition de résolution sur la lutte contre l'impunité des crimes de guerre en Ukraine (doc. Sénat, n° 7-361/2). Celle-ci évoquait déjà, en termes prudents, la création d'un tribunal international spécial en vue de condamner l'agression russe. La Belgique accorde une attention particulière aussi à la lutte contre le recours à la violence sexuelle et à la protection des enfants dans les conflits armés. La concrétisation de ces priorités passe

om de Russische president Vladimir Poetin, de Wit-Russische president Alexander Loekasjenko en andere leiders ter verantwoording te roepen.

Ook de voorzitster van de Europese Commissie, Ursula von der Leyen, heeft zich uitgesproken voor de oprichting van een internationaal tribunaal om mogelijke oorlogsmisdaden in Oekraïne te onderzoeken.

Nederland steunt Oekraïne zowel financieel als militair. Op 20 oktober 2022 heeft de Nederlandse Tweede Kamer een voorstel goedgekeurd om in Den Haag een speciaal tribunaal op te richten om het Russische leiderschap te vervolgen voor de misdaad van agressie tegen Oekraïne.

Het Franse Parlement heeft op 3 oktober 2022 een resolutie gestemd om de steun aan Oekraïne te vergroten. Naast meer financiële en militaire steun, wil Frankrijk dat de oorlogsmisdaden en de misdaden tegen de mensheid door de Russen gepleegd, bestraft worden. Er is voldoende bewijs dat de Russische Federatie het internationaal recht schendt en de bepalingen van het Memorandum van Boedapest ondermijnt.

Op zondag 16 oktober 2022 hebben de ministers van Buitenlandse Zaken van Estland, Letland en Litouwen een gezamenlijke verklaring afgelegd waarin zij de EU opriepen om samen met internationale partners Oekraïne te helpen bij de oprichting van een speciaal tribunaal.

D. België

België heeft altijd het Internationaal Strafhof gesteund en zal die nu ook steunen om alle ernstige misdaden die in Oekraïne zijn gepleegd volledig te onderzoeken en te vervolgen. Zo wil België de straffeloosheid tegengaan en diegenen doen vervolgen die verantwoordelijk zijn. Daarnaast zet België zich ook in om de situatie van seksueel en gendergerelateerd geweld te veroordelen en de slachtoffers hierin te ondersteunen.

Eind juni 2022 werd in de Belgische Senaat een resolutie aangenomen inzake de bestrijding van de straffeloosheid wat betreft oorlogsmisdaden begaan in Oekraïne (doc. Senaat, nr. 7-361/2). In deze resolutie werd al voorzichtig aangehaald om een speciaal internationaal tribunaal op te richten om de Russische agressie te bestraffen. België besteedt ook bijzondere aandacht aan de strijd tegen het gebruik van seksueel geweld en de bescherming van kinderen in gewapende conflicten. Deze prioriteiten

par le soutien à une série d'initiatives lancées par des organisations internationales partenaires de la Belgique.

E. Le Royaume-Uni

L'ancien premier ministre du Royaume-Uni, Gordon Brown, fut l'un des premiers, conjointement avec plusieurs professeurs et d'autres membres de la société civile, à soutenir publiquement la création d'un tribunal spécial chargé de juger les crimes de guerre commis par la Russie à l'encontre de l'Ukraine.

Fin septembre 2022, lors d'un débat au Parlement britannique, des voix se sont élevées pour demander que l'on réfléchisse à la création d'un tribunal spécial pour l'Ukraine. Le Royaume-Uni veut apporter sa pierre à l'édifice et permettre à la population ukrainienne d'obtenir justice.

IV. QUE PROPOSONS-NOUS?

Au vu de la gravité et de l'horreur des crimes commis en Ukraine par la Fédération de Russie, la Belgique doit prendre l'initiative et soutenir la création d'un tribunal de guerre spécial à la Cour pénale internationale de La Haye pour les crimes de guerre russes en Ukraine.

La création d'un tribunal international spécial chargé de juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité est absolument nécessaire. Les récentes attaques visant sciemment des écoles, des maisons et d'autres infrastructures ne seront pas les dernières et le nombre de victimes civiles ne fera qu'augmenter. Les tensions s'intensifient et le président russe Vladimir Poutine ne s'en tiendra pas à l'annexion des quatre régions de l'Ukraine. La quête de justice et la recherche des responsables des atrocités commises par la Fédération de Russie doivent être un objectif prioritaire.

Le président russe et son entourage jouent un rôle majeur dans cette guerre et pour cela, ils doivent rendre des comptes.

En outre, il est important de punir aussi, de manière adéquate, les organisations militaires privées, telles que le groupe Wagner, pour les crimes odieux qu'ils ont commis en Ukraine. Ce groupe doit être considéré comme un groupe terroriste étant donné que ses actes causent un préjudice grave au peuple et au gouvernement ukrainiens.

worden verdedigd via ondersteuning van een reeks initiatieven die door internationale partnerorganisaties van België zijn opgezet.

E. Het Verenigd Koninkrijk

Voormalig eerste minister van het Verenigd Koninkrijk, Gordon Brown was, samen met verscheidene professoren en andere leden van het maatschappelijk middenveld, één van de eersten die publiekelijk steun verleende om een speciaal tribunaal op te richten om de oorlogsmisdaden van Rusland tegen Oekraïne te berechten.

Eind september 2022 gingen tijdens een debat in het Britse Parlement stemmen op om na te denken over een speciaal tribunaal voor Oekraïne. Het Verenigd Koninkrijk wil hier zijn steentje bijdragen en rechtvaardigheid brengen voor de bevolking in Oekraïne.

IV. WAT STELLEN WIJ VOOR?

Door de ernst en de gruwel van de misdaden begaan in Oekraïne door de Russische Federatie, moet België het voortouw nemen en voorstander zijn van de oprichting van een bijzonder oorlogstribunaal bij het Internationaal Strafhof in Den Haag voor de Russische oorlogsmisdaden in Oekraïne.

De noodzaak om een speciaal internationaal tribunaal op te richten om de oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid te straffen is hoog. De recente doelbewuste aanvallen op scholen, huizen en andere infrastructuur zullen niet de laatste zijn en het aantal burgerlijke slachtoffers zal enkel maar stijgen. De spanningen worden almaar groter en de Russische president Vladimir Poetin zal niet stoppen bij de annexatie van de vier regio's in Oekraïne. Het streven naar gerechtigheid en verantwoording voor deze gruwelijke misdaden begaan door de Russische Federatie moet op de voorgrond treden.

De rol van de Russische president en zijn entourage in deze oorlog is groot en zij moeten hiervoor verantwoording afleggen.

Bovendien is het van belang om ook private militaire organisaties, zoals de *Wagner Group*, gepast te straffen voor hun gruwelijke misdaden in Oekraïne. Deze groep moet gezien worden als een terroristische groepering gezien hun handelingen ernstige schade toebrengen aan de Oekraïense bevolking en regering.

La présente résolution concerne une matière transversale. La politique extérieure de la Belgique est coordonnée au sein de la Conférence interministérielle de politique étrangère où différents niveaux de pouvoir sont représentés.

*
* * *

Deze resolutie betreft een transversale aangelegenheid. Binnen de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid waarin de verschillende beleidsniveaus zijn vertegenwoordigd, wordt het Belgisch buitenlands beleid gecoördineerd.

*
* * *

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le Sénat,

- A. vu les Conventions de Genève de 1949;
- B. vu la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948;
- C. vu le Statut de Rome de la Cour pénale internationale du 17 juillet 1998;
- D. vu le Statut et le jugement du tribunal de Nuremberg en ce qui concerne les principes reconnus définissant ce qui constitue un crime de guerre;
- E. vu la Convention sur la sûreté nucléaire du 17 juin 1994, approuvée lors d'une conférence diplomatique de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
- F. vu les dispositions du Mémorandum de Budapest de 1995;
- G. vu la résolution n° 2022/2851 du Parlement européen du 6 octobre 2022 sur l'escalade de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, déposée à la suite de déclarations du Conseil européen et de la Commission européenne;
- H. vu la proposition de résolution n° 281 déposée à l'Assemblée nationale française le 3 octobre 2022;
- I. vu les résolutions du Parlement européen 2022/2564 (RSP) du 1^{er} mars 2022 sur l'agression russe contre l'Ukraine et 2022/2560 (RSP) du 7 avril 2022 sur les conclusions du Conseil européen;
- J. vu la définition de «groupe terroriste» fixée par la décision-cadre du Conseil européen du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme;
- K. considérant que les reconquêtes effectuées par les troupes ukrainiennes et les atrocités découvertes dans les villes reconquises marquent un tournant dans la guerre;
- L. considérant que la Russie a directement été privée de sa qualité de membre du Conseil de l'Europe le 16 mars 2022;
- M. considérant qu'*Amnesty International*, les Nations unies, la Cour pénale internationale (CPI) et d'autres

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

- A. gelet op de Verdragen van Genève van 1949;
- B. gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties (VN) inzake de voorkoming en de bestrafing van genocide van 9 december 1948;
- C. gelet op het Statuut van Rome inzake het Internationaal Strafhof van 17 juli 1998;
- D. gelet op het Handvest van het Tribunaal van Neurenberg en de uitspraak van het Tribunaal omtrent erkende beginselen die bepalen wat een oorlogsmisdaad is;
- E. gelet op het Verdrag van de Diplomatieke Conferentie van de Internationale Organisatie voor atoomenergie inzake nucleaire veiligheid van 17 juni 1994;
- F. gelet op de bepalingen van het Memorandum van Boedapest van 1995;
- G. gelet op de resolutie van het Europees Parlement nr. 2022/2851 van 6 oktober 2022 naar aanleiding van verklaringen van de Europese Raad en de Europese Commissie inzake de escalatie door Rusland van zijn aanvalsoorlog tegen Oekraïne;
- H. gelet op de ontwerpresolutie nr. 281 ingediend in de Franse *Assemblée nationale* van 3 oktober 2022;
- I. gelet op de resoluties van het Europees Parlement nr. 2022/2564 inzake de Russische agressie tegen Oekraïne van 1 maart 2022 en nr. 2022/2560 inzake de conclusies van de Europese Raad van 7 april 2022;
- J. gelet de definitie van «terroristische groepering» die op 13 juni 2002 werd vastgesteld in het kaderbesluit van de Europese Raad inzake terrorismebestrijding;
- K. overwegende dat de oorlog een nieuwe wending neemt na de heroveringen door de Oekraïense troepen en de gruwelijkheden die in de heroverde steden werden ontdekt;
- L. overwegende dat het lidmaatschap van Rusland van de Raad van Europa direct werd beëindigd op 16 maart 2022;
- M. overwegende dat *Amnesty International*, de Verenigde Naties, het Internationaal Strafhof (*International*

pays mènent des enquêtes et constatent que la Fédération de Russie a effectivement commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité;

N. considérant que l'armée russe recourt aux violences sexuelles et genrées comme arme de guerre pour déshonorer et déshumaniser systématiquement la population ukrainienne;

O. considérant qu'à l'Assemblée générale des Nations unies, cent quarante-trois États membres déclarent ne pas reconnaître les pseudo-référendums relatifs à l'annexion de quatre régions d'Ukraine;

P. considérant que la guerre d'agression menée par la Russie constitue une violation du droit humanitaire international en ce qu'elle s'accompagne notamment de déplacements forcés de la population ukrainienne, d'exécutions et de disparitions;

Q. considérant que les institutions de l'Union européenne (UE), dont le Parlement européen et la Commission européenne, de même que plusieurs États membres soutiennent la création d'un tribunal spécial;

R. considérant que le procureur général d'Ukraine instruit plus de 29 000 signalements de crimes de guerre;

S. considérant que le 24 mars 2022, la Grande-Bretagne a inscrit le groupe Wagner sur la liste de sanctions pour crimes de guerre;

T. considérant que le Conseil de l'Union européenne a adopté des mesures restrictives à l'encontre du groupe Wagner lui-même et de huit personnes et trois entités qui y sont liées,

Demande aux différents gouvernements:

1) conjointement avec l'Union européenne et les autres États membres, de coopérer avec les organismes internationaux afin de collecter tous les éléments de preuve et de soutenir l'enquête de la Cour pénale internationale sur les crimes de guerre commis sur le territoire de l'Ukraine depuis le 20 février 2014;

2) de soutenir adéquatement la création d'un tribunal spécial chargé d'enquêter sur le crime d'agression commis par la Russie contre l'Ukraine;

Criminal Court – ICC) en andere landen onderzoeken zijn gestart en vaststellen dat de Russische Federatie effectief oorlogsmisdaden en misdaden tegen de mensheid heeft begaan;

N. overwegende dat het Russische leger seksueel en gendergerelateerd geweld gebruikt als oorlogswapen om de Oekraïense bevolking systematisch te ontferen en te dehumaniseren;

O. overwegende dat op de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties honderd drieënveertig lidstaten de schijnreferenda over de aanhechting van de vier regio's in Oekraïne niet erkennen;

P. overwegende dat de aanvalsoorlog, uitgevoerd door Rusland, een schending is van het internationaal humanitair recht, door onder meer gedwongen verplaatsingen van de Oekraïense bevolking, executies en verdwijningen;

Q. overwegende dat de instellingen van de Europese Unie (EU), met name het Europees Parlement en de Europese Commissie en verscheidene lidstaten de oprichting van een speciaal tribunaal steunen;

R. overwegende dat de procureur-generaal van Oekraïne meer dan 29 000 meldingen van oorlogsmisdaden onderzoekt;

S. aangezien de *Wagner Group* op 24 maart 2022 door Groot-Brittannië op de sanctielijst werd geplaatst wegens oorlogsmisdaden;

T. aangezien de Raad van de Europese Unie beperkende maatregelen goedkeurde tegen de *Wagner Group* zelf en tegen acht personen en drie entiteiten die er banden mee hebben,

Vraagt aan de diverse regeringen:

1) om met Europese Unie en de andere lidstaten samen te werken met internationale organen om alle bewijsmateriaal te verzamelen en het onderzoek van het Internationaal Strafhof naar de oorlogsmisdaden die sinds 20 februari 2014 op het grondgebied van Oekraïne zijn gepleegd, te ondersteunen;

2) passende steun te verlenen voor de oprichting van een speciaal tribunaal dat zich buigt over het misdrijf van agressie van Rusland tegen Oekraïne;

- | | |
|---|---|
| <p>3) de condamner fermement les violations massives et graves des droits de l'homme et les crimes de guerre commis par les forces armées russes, leurs mandataires et les autorités d'occupation installées par la Russie en Ukraine;</p> <p>4) d'insister pour que les fonctionnaires gouvernementaux et chefs militaires responsables, ainsi que les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, soient appelés à rendre des comptes;</p> <p>5) de condamner dans les termes les plus fermes la guerre d'agression injustifiée et illégale menée par la Russie contre l'Ukraine;</p> <p>6) de rappeler que la Russie porte l'entièr responsabilité de la guerre et qu'elle doit y mettre fin immédiatement et retirer toutes ses forces armées et ses mandataires de tous les territoires internationalement reconnus comme appartenant à l'Ukraine;</p> <p>7) d'appeler tous les pays et organisations internationales à condamner sans équivoque la guerre d'agression de la Russie et ses tentatives d'acquérir des territoires par la violence et par le biais de pseudo-référendums;</p> <p>8) de condamner sans équivoque les pseudo-référendums visant à annexer illégalement les régions de Donetsk, Kherson, Louhansk et Zaporijja;</p> <p>9) de rappeler que les pseudo-référendums ont été organisés en violation de la Charte des Nations unies et du droit international;</p> <p>10) de condamner le décret présidentiel russe du 29 septembre 2022 sur la reconnaissance de «l'indépendance» des régions ukrainiennes de Kherson et de Zaporijja, ainsi que les traités illégaux d'intégration à la Fédération de Russie signés le 30 septembre 2022;</p> <p>11) de continuer à poursuivre dans tous les forums internationaux le soutien indéfectible à la politique de non-reconnaissance, par l'UE, des actions illégales menées par la Russie contre l'Ukraine, en ce compris son opération d'annexion;</p> <p>12) de condamner formellement les crimes de guerre commis par l'organisation militaire Groupe Wagner, de prendre, conjointement avec les autres États membres, les mesures nécessaires en matière de collecte de renseignements et de demander au Conseil d'inclure le Groupe Wagner et le 141^e Régiment spécial motorisé, également connu sous le nom «les Kadyrovites», ainsi que d'autres</p> | <p>3) met klem de massale en ernstige schendingen van de mensenrechten en de oorlogsmisdaden van de Russische strijdkrachten, hun gevolmachtigden en de door Rusland in Oekraïne geïnstalleerde bezettingsautoriteiten te veroordelen;</p> <p>4) erop aan te dringen dat de verantwoordelijke regeringsfunctionarissen en militaire leiders en de plegers van oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid ter verantwoording worden geroepen;</p> <p>5) in de sterkst mogelijke bewoordingen de ongerechtvaardigde en illegale Russische aanvalsoorlog tegen Oekraïne te veroordelen;</p> <p>6) eraan te herinneren dat Rusland de volledige verantwoordelijkheid draagt voor de oorlog en dat het de oorlog onmiddellijk moet beëindigen en al zijn strijdkrachten en gevolmachtigden moet terugtrekken uit alle internationaal erkende gebieden die aan Oekraïne toebehoren;</p> <p>7) alle landen en internationale organisaties op te roepen om de aanvalsoorlog van Rusland en zijn pogingen om met geweld en via schijnreferenda grondgebied te verwerven, ondubbelzinnig te veroordelen;</p> <p>8) de schijnreferenda om de regio's Donetsk, Kherson, Luhansk en Zaporizja illegitiem te annexeren, ondubbelzinnig te veroordelen;</p> <p>9) eraan te herinneren dat de schijnreferenda zijn gehouden in strijd met het VN-Handvest en het internationaal recht;</p> <p>10) het Russische presidentiële decreet van 29 september 2022 over de erkenning van de «onafhankelijkheid» van de Oekraïense regio's Kherson en Zaporizja te veroordelen, alsmede de illegale verdragen over de integratie in de Russische Federatie die op 30 september 2022 werden ondertekend;</p> <p>11) de onwrikbare steun voor het niet-erkenningsbeleid van de EU ten aanzien van de illegale acties van Rusland tegen Oekraïne, waaronder de annexatie, in alle internationale fora voort te zetten;</p> <p>12) de oorlogsmisdaden van de militaire organisatie <i>Wagner Group</i> uitdrukkelijk te veroordelen en samen met de andere lidstaten de nodige stappen te zetten inzake informatiegaring en de Raad te verzoeken om de <i>Wagner Group</i> en het 141e Speciale Gemotoriseerde Regiment, ook bekend als de Kadyrovieten, alsmede andere door Rusland gefinancierde gewapende groepen,</p> |
|---|---|

groupes armés, milices et groupes y liés, actifs dans les régions occupées d'Ukraine, dans la liste de l'UE des personnes, groupes et entités impliqués dans des actes terroristes (liste UE des terroristes);

13) de condamner fermement la déportation d'Ukrainiens vers la Russie, en particulier d'enfants non accompagnés, et de soutenir le rapatriement vers les territoires souverains de l'Ukraine de toutes les personnes déplacées;

14) de condamner avec la plus grande fermeté les mesures obligeant des habitants des territoires ukrainiens temporairement occupés à servir dans les forces armées ou auxiliaires russes, enrôlement qui est interdit par la Quatrième Convention de Genève;

15) d'exiger le retrait immédiat du personnel militaire russe de la centrale nucléaire de Zaporijia et de ses abords, et de soutenir activement la demande de création d'un périmètre de sécurité formulée par l'agence des Nations unies pour l'énergie atomique, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA);

16) de condamner les récentes menaces russes d'utiliser des armes nucléaires comme étant irresponsables et dangereuses;

17) d'intensifier les efforts déjà consentis par les services de renseignement et de sécurité belges pour briser le flux des désinformations en provenance de Russie en identifiant, évaluant, prévenant et, si nécessaire, contrant toutes les menaces, et ce en coopération avec tous les partenaires européens, ainsi qu'avec les alliés internationaux et les institutions compétentes.

Le 7 novembre 2022.

milities en gelieerde groepen, zoals die welke actief zijn in de bezette gebieden van Oekraïne, op te nemen op de EU-lijst van personen, groepen en entiteiten die betrokken zijn bij terroristische daden (EU-lijst van terroristen);

13) de deportatie van Oekraïners naar Rusland, met name van alleenstaande kinderen, met klem te veroordelen, en de repatriëring van alle ontheemden naar de soevereine gebieden van Oekraïne te steunen;

14) de maatregelen waarbij inwoners van de tijdelijk bezette gebieden van Oekraïne worden gedwongen dienst te nemen in de Russische strijdkrachten of hulptroepen, hetgeen krachtens het vierde Verdrag van Genève verboden is, ten strengste te veroordelen;

15) de onmiddellijke terugtrekking van het Russische militaire personeel uit en rond de kerncentrale van Zaporizja te eisen en de vraag van het atoomagentschap van de Verenigde Naties, het Internationaal Atoomenergieagentschap (IAEA) om een veiligheidsperimeter in te voeren, actief te steunen;

16) de recente Russische dreigementen om kernwapens te gebruiken als onverantwoordelijk en gevaarlijk te veroordelen;

17) om de reeds bestaande inspanningen van de Belgische inlichtingen- en veiligheidsdiensten om de desinformatiestroom vanuit Rusland te doorbreken door alle dreigingen te identificeren, te evalueren, te voorkomen en desnoods te counteren, verder op te drijven en dit in samenwerking met zowel alle Europese partners als internationale bondgenoten en de daartoe bevoegde instellingen.

7 november 2022.

Els AMPE
Bert ANCIAUX.
Fourat BEN CHIKHA.
Véronique DURENNE.
Gregor FRECHES.
Annick LAMBRECHT.
Hélène RYCKMANS.
Julien UYTENDAELE.
Orry VAN DE WAUWER.
Maud VANWALLEGHEM.